

CONSEIL RÉGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS

Euralens

Association Loi 1901

déclarée en Sous-Préfecture de Lens le 1^{er} octobre 2009

Siège social : Mairie de Lens, 17 bis place Jean Jaurès – 62300 LENS

SIRET 518-290-713 / 518-290-713 00016 Code Naf : 9499Z

Assemblée Générale

Vendredi 5 février 2010

Procès verbal

Les membres de l'Association EURALENS se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle, sur convocation de son Président.

Il est dressé une feuille de présence signée par chaque membre de l'Assemblée.

Etaient présents :

M. PERCHERON, Président du Conseil régional Nord – Pas-de-Calais
Mme PETONNET, Sous-préfet, (Sous-préfecture de Lens)
M. DESPREZ, Président de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Nord – Pas-de-Calais
M. MAGNAVAL, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lens
M. VANCAILLE, Président de la CommunAupôle de Lens-Liévin (CALL)
M. WACHEUX, Président de l'agglomération de Béthune-Bruay
Mme WATINE, Présidente de l'Office de tourisme et du patrimoine de la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin
M. DEFRANCO, Vice-président de la Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin, Maire de la Ville de Dourges
M. KEMEL, Vice-président du Conseil Régional, Vice-président de la Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin, Maire de la Ville de Carvin
Mme MARQUAILLE, Vice-présidente du Conseil régional du Nord – Pas-de-Calais
M. VENDEVILLE, Vice-président de la Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin
Mme BOGAERT, Directrice du Groupement de commandes
M. DORÉ, Directeur général du Racing club de Lens
M. DRUON, Directeur du CAUE du Pas-de-Calais (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement)
M. MASSET, Directeur général adjoint au Conseil régional du Nord – Pas-de-Calais, représentant de M. PERRAULT, membre du CESR (Conseil économique et social régional)
M. SUBILEAU, Directeur général délégué de la SAEM (Société anonyme d'économie mixte) Euralille
M. ALPERN, Conseiller régional
M. CARON, Conseiller régional, Vice-président de la CommunAupôle de Lens-Liévin, Maire de la Ville de Loos-en-Gohelle, Président de l'association Bassin Minier Unesco
Mme LAMY, Chargée de mission pour les grands projets architecturaux au musée du Louvre
M. BAUDÉ, Maire de la Ville de Méricourt
M. BOUCHEZ, Maire de Fouquières-lès-Lens
M. CHAMPIRE, Maire de Grenay
M. DELCOURT, Maire de Lens
M. HUG, Commissaire aux comptes
M. BOUFFART, Architecte urbaniste associé fondateur de l'Agence Quatr'A
M. BROCHET, Architecte, Président de l'École d'architecture de Bordeaux
M. CUILIER, Urbaniste, ancien Directeur général de l'Agence d'urbanisme de Bordeaux
M. FLEISCHER, Écrivain, cinéaste, photographe et plasticien
M. IBOS, Architecte co-fondateur de l'Agence Ibos & Vitart
M. KANDJEE, Paysagiste, enseignant à l'École du paysage de Versailles, maître d'œuvre au sein de l'Agence Taktik

Mme LIPSKY, Professeur à l'École d'architecture de la Ville et des territoires de Marne-la-Vallée

Mme MASBOUNGI, Architecte urbaniste en chef de l'État

M. MORZEWSKI, Président de l'Université d'Artois

M. OTAOLA, Ingénieur des Ponts et Chaussées

M. SMETS, Architecte urbaniste, professeur d'urbanisme à l'Université de Louvain (Belgique)

M. STARKMAN, Ingénieur de l'École Centrale de Paris

M. STIEGLER, Président de l'Association Ars Industrialis, Directeur de l'Institut de recherche et d'innovation au Centre Georges Pompidou, Directeur de l'École des Hautes Études en Sciences sociales

Mme VINCENDON, Rédactrice en chef adjointe au journal Libération

L'Assemblée est présidée par Monsieur Daniel PERCHERON en sa qualité de Président de l'Association.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- **Présentation du Cercle de qualité et de ses membres**
- **Actualité Euralens**
- **Information sur le Groupement de Commandes**
 - o Groupe de Travail Développement Economique
 - o Activités de l'Association
 - o Bilan de l'activité 2009
 - o Bilan financier 2009
 - o Projet de budget 2010
 - o Rapport du Commissaire aux Comptes
 - o Délibération

Le Président dépose sur le bureau :

- la feuille de présence revêtue de la signature des membres du bureau, des associés et des invités
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009
- le rapport moral et financier
- le rapport du Commissaire aux Comptes
- le projet de budget 2010
- le texte des résolutions soumises à 'approbation de l'Assemblée

La séance est ouverte à 14 heures 48.

Lecture est donnée du rapport moral et financier.

L'intégralité des débats est retranscrite ci-après :

M. le Président.- Monsieur le Maire.

M. DELCOURT.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, bienvenue à vous. Nous n'avons jamais rien à nous cacher. J'ai eu le plaisir de saluer les membres du cercle de qualité tout à l'heure, à la Mairie de Lens. Que vous dire, Monsieur le Président, si ce n'est une vérité supplémentaire : quel plaisir de se retrouver dans cette salle de réunion de la Maison du projet. Je vous laisse tout de suite le soin d'accueillir vos invités et de présider ce Conseil d'administration.

M. le Président.- Mesdames, Messieurs, en excusant ce léger retard dû à toute une série de circonstances. Nous saluons respectueusement M. SUBILEAU et avec toute l'amitié traditionnelle qu'il mérite.

Nous avons deux parties à rythmer dans cette réunion.

Première partie : le cercle de qualité. Jean-Louis SUBILEAU notamment va vous expliquer ce que c'est. Je salue tous les membres qui sont venus de très loin, par avion, par le train souvent, par la voiture, et qui vont réfléchir à haute voix devant vous. Ne vous pincez pas : on se déplace de toute l'Europe pour parler de l'avenir du Louvre-Lens, d'Euralens, et de l'arrondissement de Lens. Autrement dit, succès ! Même ce soir, nous parlerons du classement au patrimoine mondial réussi.

Deuxième partie : nous verrons les jours ordinaires d'Euralens avec ses rapports statutaires à partir de 16 heures 30.

Je voudrais rappeler à nos amis et à l'assemblée qu'au début, il y a l'arrivée du Louvre à Lens, le plus grand musée du monde, au cœur des cités minières, sur un ancien carreau de mine. Au début, il y a la référence : Guggenheim, à Bilbao. Nous pensons ensemble que le musée Guggenheim a été plus qu'un musée à Bilbao et qu'il a permis en quelque sorte de refaire la ville et de redynamiser la région.

Il y a aussi les exemples. Ils ont tous le même chiffre d'ambition, d'ampleur et de financement à savoir 3 Md€ d'investissement public et privé :

- Emscher Park, proche de nous. C'est au cœur de la Ruhr industrielle le verdissement, l'évolution, la modernisation, la réinvention des bâtiments industriels et de l'économie du cœur de Ruhr. 3 Md€ d'investissement, un patronage régional.
- Liverpool, la Tate Gallery, le football, le fleuve. Là aussi, 3 Md€ d'investissement d'abord public puis relayé par le privé.
- EuroMéditerranée, le TGV arrive à Marseille - le port est ce qu'il est, distancé dans la concurrence internationale, archaïque dans beaucoup de domaines d'après les experts -, le musée de la Méditerranée. La reconquête de l'ouverture de Marseille sur la Méditerranée : 3 Md€ d'investissement où, à part la fameuse tour de la Compagnie générale maritime, le public a assumé l'essentiel.
- Bilbao. Je rappelle les éléments : il y a le musée. À partir du prétexte de l'arrivée du musée, on se retourne vers la ville d'origine, vers le

fleuve, on refait le fleuve, on rase les rives industrialisées et rouillées, on refait la ville, et on s'ouvre sur le monde en reconstruisant un nouveau port.

C'est ce qui nous guide à Euralens. Il y a le plus grand musée du monde, comme Guggenheim, il y a la structuration de l'agglomération pour la première fois depuis la fin du charbon, c'est le tramway en site propre, et il y a, pour refaire la Ville, la présence des cités minières, ces cités-jardins d'hier qui doivent devenir les éco-cités-jardins de demain. Et, il y a l'ouverture sur le monde pour nous : le hub ferroviaire de Lille. C'est le lien fixe rapide entre le Bassin minier et la métropole lilloise. C'est à partir de ce schéma, 3 Md€, que nous nous mettons en mouvement.

Public/privé - je le dis au formidable cercle de qualité -, cela ne peut se faire sans, notamment pour Bilbao, prendre la dimension économique en compte. En effet, à Bilbao, il y a non seulement ce que j'ai montré d'aménagements, mais il y a aussi le fait qu'après la grande industrie, après l'industrie traditionnelle, comme nous, la région nation basque, qui maîtrise 92 % de la fiscalité totale, se tourne vers la recherche appliquée et consacre en peu d'années un passage de 0,3 %, 0,4 % de son PIB à 1,7 % dans la recherche appliquée. Résultats : le taux de chômage le plus faible d'Espagne, l'éclosion des PME, de nouvelles activités, de nouvelles technologies. Je ne dis pas que c'est à portée de main, mais je dis que cela doit être au fond de notre mémoire.

Voilà les références et ce qui explique qu'au bricolage d'Euralens, fondateur, irremplaçable, car comme dans la Ruhr ou comme à Liverpool, c'est la confédération et la conjugaison des initiatives des collectivités locales qui forment le socle de la cohésion du projet d'ensemble, nous sommes devant des modèles que nous connaissons bien, qui ont été bien analysés, et qui sont tout à fait remarquables.

Autre aspect : le colloque d'Avignon le dit, à un certain niveau de densité de dépenses culturelles, notamment dans les agglomérations de 500 000 habitants - nous y sommes, nous sommes la dixième ville de France -, la culture devient levier de développement économique. Effectivement, nous pressentons dans l'arrondissement de Lens que la culture peut être l'un des leviers du développement économique. Au cercle de qualité je livre ce chiffre : au tournant des années 2000, lorsque l'activité économique de base était de 100 dans un arrondissement ordinaire de France, elle était de 42 dans l'arrondissement de Lens. Nous venons de très loin même si, aujourd'hui, le dynamisme propre à l'arrondissement crée autant d'emplois que dans la métropole lilloise. Bref, nous venons de loin, mais nous ne sommes pas immobiles. C'est un aspect très important pour nous.

Voilà les éléments qui expliquent que, avec M. SUBILEAU et avec Euralens petit à petit se mettant en place, vous soyez - et je vous en remercie vraiment - présents parmi nous. Cela me semble essentiel pour l'avenir de Lens.

Dernier élément, dans sa dernière revue Futuribles qui classe les métropoles dont un article du Monde d'hier ou d'avant-hier reprenait certains critères, les emplois supérieurs, il est dit qu'il y a plusieurs sortes de métropoles. Nous vivons dans l'aire urbaine centrale avec Lille ou légèrement à part en tant que Lensois comme une toute petite ou une moyenne métropole. Il est dit qu'il est des métropoles qui, par les sièges sociaux, par les emplois supérieurs, par le rayonnement international, s'imposent. Il est des métropoles qui se spécialisent. Nous avons vu que c'est le cas dans les emplois supérieurs. Mais, il est dit aussi qu'il est des métropoles qui veulent naître en racontant une histoire, en

donnant du sens à leur métropolisation. C'est cette voie-là que nous n'avons pas choisie mais qui s'impose à nous. À partir du moment où nous sommes classés au patrimoine mondial de l'humanité, à partir du moment où le plus grand musée du monde vient, alors ce puzzle de ville petite et moyenne prend conscience de son unité et, vraisemblablement, de sa potentialité. Nous pouvons alors envisager une modeste mais ambitieuse métropolisation, c'est-à-dire une métropolisation qui a un sens, en racontant une histoire qui a du sens. J'ajoute que c'est la perspective de Mineurs du monde, au pied des grandes sentinelles que sont les terrils, et que c'est aussi celle de Notre-Dame de Lorette qui est un lieu unique au monde où pratiquement tous les peuples de la Terre sont venus de manière absurde combattre et mourir pour la liberté de notre Région et de notre Pays.

Voilà ce que je voulais préciser pour le cercle de qualité. Voilà où nous sommes. Nous ne surestimons pas nos forces, mais nous ne sous-estimons pas nos chances. Dans le dialogue que vous allez avoir, dans les diagnostics ou les pronostics que nous sollicitons ardemment de votre part, il doit y avoir toute cette mesure de ce que nous sommes à l'instant T. Il y avait 1 chance sur 1 000 pour que cette rencontre ait lieu. Par conséquent, il ne peut y avoir aucun malentendu. Il y avait 1 chance sur 1 000 pour que vous preniez le temps et que vous fassiez les kilomètres nécessaires pour venir dialoguer ici avec tous ceux qui croient qu'à l'occasion de l'arrivée du Louvre, un nouvel avenir non exclusif de tous les autres peut être écrit dans la dixième agglomération de France. Je pense que cela vaut la peine d'être vécu. Au nom de tous - je le dis à Jean-Louis SUBILEAU et je vous le dis -, nous vous remercions profondément d'être présents à ce rendez-vous qui ne ressemble et ne ressemblera à aucun autre. Merci.

M. SUBILEAU peut commencer le difficile exercice du cercle de qualité, de sa présentation et, éventuellement, de son dialogue avec les membres d'Euralens.

(Applaudissements.)

Présentation du Cercle de qualité et de ses membres

M. SUBILEAU.- Monsieur le Président, il est très difficile après votre merveilleuse introduction de prendre la parole, mais je suis aidé par la qualité des membres de notre cercle qui sont ici. Vous avez défini la vision. La première fois que nous nous sommes rencontrés, vous m'avez expliqué votre projet d'Euralens. J'ai dit que vous me parliez comme Pierre MAUROY quand il parlait d'Euralille et de ce que deviendrait la métropole lilloise. À présent, il faut que cela prenne corps. Vous avez la vision et les intuitions ; à moi de mettre cela en route en fédérant des énergies, des projets et en mettant en place une ouverture. C'est l'objectif du cercle de qualité que je vous ai proposé ainsi qu'à l'association et que vous avez bien voulu accepter.

Finalement, des cercles de qualité, il y en a de toute nature, mais il y en a peu en France. Il y en a eu un à l'origine d'Euralille mais qui avait une autre fonction. François BARRÉ présidait ce jury. Il n'a pas pu être là aujourd'hui, car il est à Saint-Nazaire avec Joël BATTEUX pour une réunion de discussion sur la métropole Nantes Saint-Nazaire. Il accompagnera nos travaux et nous sera très utile le jour où il sera là. Les cercles de qualité, cela s'invente. La difficulté pour nous va être formidable, car il faut inventer le type de dialogue entre le cercle de qualité et l'association Euralens : les élus, les

communautés d'agglomérations, la Région, le Louvre. Nous allons le faire chemin faisant. Je ne vais pas être beaucoup plus long, mais je vais vous rappeler quels étaient les objectifs donnés au cercle de qualité et vous présenter ses membres pour que vous puissiez leur poser des questions.

Le premier objectif était de nous conseiller avec leur regard extérieur, leurs expériences, la pluralité de leurs compétences et de leurs personnalités, sur les orientations stratégiques à l'échelle du grand territoire, car il faut inventer une stratégie de développement du grand territoire autour et à l'occasion de l'arrivée du Louvre-Lens. Le deuxième objectif était de procéder à un examen des projets que vous voudrez bien leur soumettre - rien n'est obligatoire dans tout cela - pour bénéficier de leur regard, à la fois critique et positif, en fonction de leurs expériences et de la pluralité de leurs compétences. Comme nous le verrons, il y a des architectes, des paysagistes, des hommes de culture, des artistes, des journalistes. Il est important qu'ils puissent dialoguer entre eux sur ces projets.

Enfin, ils pourront émettre des vœux sur ces projets. Il serait bien qu'ils puissent participer les uns ou les autres aux jurys qui sont nombreux de part un foisonnement de projets sur le territoire d'Euralens, Euralens centralité encore plus sur le territoire général quand on prend la CAHC et si on va jusqu'à Sainte-Henriette. Il serait donc intéressant que les uns ou les autres, en fonction des atomes crochus qui se noueront, de ce que vous sentirez comme important pour vous, puissent participer à ces jurys pour que, progressivement, une sorte de culture commune prenne place et que cette invention du projet que vous avez porté sur les fonds baptismaux, Monsieur le Président, puisse être à chaque fois de très grande qualité sur le plan paysagé, architectural, urbanistique, social et culturel.

Je vais présenter ces personnes. Nous avons indiqué leur nom dans le dossier. Sachez que ce matin, nous avons fait une première immersion dans le territoire avant de déjeuner à la Mairie de Lens.

Tout d'abord, Ariella MASBOUNGI, ici présente, qui est, en France, la grande spécialiste des projets urbains. J'allais dire en France et en Europe, car elle organise depuis de nombreuses années des ateliers projets urbains qui ont un succès formidable, que ce soit à Barcelone, à Anvers...

M. le Président.- Monsieur SUBILEAU, et s'ils se présentaient eux-mêmes ? C'est une équipe de première division à vocation européenne.

M. SUBILEAU.- Absolument.

Mme MASBOUNGI.- Jean-Louis SUBILEAU a été trop élogieux. Je suis architecte urbaniste de l'État, c'est-à-dire que je suis fonctionnaire de l'État. Je mène au sein du ministère de l'Écologie une mission sur le projet urbain qui consiste à capitaliser - ce que font très bien les collectivités françaises et européennes - pour en dégager des enseignements méthodologiques, conceptuels et autres. Je dirige en outre une collection d'ouvrages sur la question. Le dernier notamment, qui s'appelle « Agir sur les grands territoires », intéressait beaucoup Jean-Louis, car il touche aux questions que vous posez ici.

Mme VINCENDON.- Je suis dans une sphère totalement différente puisque je suis rédactrice en chef adjointe à Libération. Cela fait plus de 20 ans que je travaille dans ce journal. J'ai toujours travaillé dans les pages dites « Sociétés », c'est-à-dire sur des sujets qui touchent à la société française et, en particulier, à l'urbanisme. Pendant 5 ans, je

me suis occupée d'un supplément mensuel consacré aux villes en France. Je suis allée un peu partout, notamment à Lille. Pour vous donner un sujet qui est un peu plus local, il y a 10 ou 15 ans, je suis venue ici, dans le Bassin minier, à propos des terrils et des logements miniers. C'était les élus qui avaient organisé cette visite de presse. C'est un article dont on m'a curieusement parlé très longtemps et qui est revenu sur le tapis assez souvent. Nous ne sommes pas spécialistes. Nous sommes sur une approche multiple de la société et des gens que nous rencontrons souvent et dans beaucoup d'endroits. Ce qui m'a beaucoup frappée dans les années sur l'urbanisme, c'était que, très souvent, les spécialistes, les investisseurs, les promoteurs, les élus parfois, oubliaient quelque peu la dimension humaine des choses, alors que ces affaires d'aménagement et d'image des lieux sont importantes et que cela compte beaucoup pour les gens.

M. le Président.- Soyez sages, car la rédactrice en chef de *Libération* est parmi nous !

(Rires.)

M. BROCHET.- Je suis architecte, professeur d'architecture, et Président de l'École d'architecture de Bordeaux. Si je suis ici, c'est plutôt en qualité d'architecte. J'ai étudié quelques musées tels que le musée Fabre à Montpellier avec votre collègue M. FRÊCHE avec lequel j'ai eu les meilleures relations, car c'est un homme de grande qualité ; le musée de l'Orangerie à Paris ; et, maintenant, nous travaillons sur le musée de l'Homme. Nous connaissons un peu le développement de tous ces projets qui sont des projets difficiles et qui doivent toujours prendre corps dans une histoire. Vous l'avez dit, il faut vivre et grandir en créant une histoire qui a du sens. Je crois que c'est pour cela que votre aventure est particulièrement intéressante. La rapide incursion que nous avons faite dans votre territoire montre une spécificité : il ne s'agit pas d'urbanisme, mais il s'agit à la fois d'une ville et d'un paysage, un paysage historique et artificiel. Pour que tout cela prenne corps, il faudra beaucoup d'énergie. Vous avez raison de vous appuyer à la fois sur ce qu'il y a de plus spécifique et identitaire, c'est-à-dire sur un substrat tout à fait particulier, et sur les expériences par ailleurs car tout cela fonde l'Europe.

M. STIEGLER.- Je suis universitaire. J'enseigne la philosophie à l'Université de Compiègne et à celle de Londres. Je suis également Directeur de l'Institut de recherche et d'innovation que j'ai créé au Centre Pompidou. J'ai fondé une association, Ars Industrialis, dont je suis le Président aujourd'hui. Elle rassemble 500 personnes qui sont surtout des chercheurs mais aussi des entrepreneurs, des artistes, des citoyens, et qui réfléchissent avec nous et avec les fondateurs sur les nouveaux modèles industriels.

Ces différentes activités aussi bien à Londres ou à l'Université de Compiègne que dans cet institut ou dans cette association sont reliées par le fait que je travaille sur la technologie contemporaine, les pratiques sociales qu'elle engendre et les mutations qu'elle provoque. J'ai aussi été directeur de l'INA et de l'IRCAM. Je suis un peu spécialiste de la numérisation et c'est pour cela que l'on m'a demandé de venir pour traiter de ces questions. Je travaille beaucoup sur ce que j'appelle les technologies culturelles et leur impact sur l'économie et sur la vie sociale. Vous avez certainement entendu parler de ce que, dans l'Union européenne, on agite beaucoup à savoir l'économie créative. C'est un concept dont il faut se méfier, car ces slogans sont très vite des langues de bois technocratiques. Vous parliez de Bilbao, Monsieur le Président. C'est un territoire créatif. Aujourd'hui, je travaille beaucoup sur ces questions et je m'intéresse à ce qu'il se passe ici, tout comme François BARRÉ sur le territoire de Nantes Saint-Nazaire. D'ailleurs, j'y intervins

actuellement autour du projet du quartier de la création de l'île de Nantes dans ce registre-là. Donc, la venue du Louvre-Lens ici et le projet Mineurs du monde constituent évidemment des catalyseurs tout à fait formidables pour le territoire. Je suis ravi de participer à ces travaux.

Mme LIPSKY.- Je suis professeur à l'École d'architecture de la Ville et des territoires de Marne-la-Vallée. Je suis par ailleurs associée à Pascal ROLLET dans une agence d'architecture qui a été lauréate en 2005 du prix de l'Équerre d'argent. L'agence est consacrée à une première dimension : donner son maximum pour tout ce qui concerne les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de recherche et à forte dimension expérimentale. Nous avons entre autre réalisé la Bibliothèque Universitaire sur le campus d'Orléans, le Centre chorégraphique de Montpellier du temps où Georges FRÊCHE était encore maire en 1990. Je n'ai pas dit Président de région, j'ai dit maire ! C'est un bâtiment assez complexe où il y a des enjeux techniques assez pointus et qui va nous rapprocher de vos thématiques. Nous avons de plus réalisé le musée du Cristal Saint-Louis en pays des Vosges que nous avons livré récemment et qui a un fort enjeu économique, politique et social. Nous sommes fortement engagés dans les moments où nous avons besoin de l'architecte pour qu'il puisse « porter » ou participer à une cause qui va au-delà de celle uniquement de la forme architecturale.

Je suis personnellement très engagée dans les questions urbaines qui ne sont pas forcément de l'ordre du très grand territoire, mais qui accompagnent les démarches de grands territoires. Je crois fondamentalement en la formation d'une ville mosaïque où un certain nombre de territoires spécifiques s'articulent entre eux. L'agence intervient sur des sites industriels à fort patrimoine mémoire industrielle, de savoir-faire industriel, et aussi sur la dimension éducative en ce qui concerne plus le domaine des campus. C'est en cela que la visite de ce matin m'a vraiment rappelé qu'il y avait un enjeu d'identité dans tous ces lieux, que la question de la mémoire devait être traitée sur le long terme, parce qu'il faut à la fois ne pas la négliger et en même temps passer aussi à autre chose. La question de l'identité des territoires est vraiment au cœur de votre question et c'est à cela qu'il faut penser pour le futur pour ne pas tomber dans une caricature du territoire et avoir la bonne réponse pour le bon lieu.

M. CULLIER.- J'étais jusqu'à récemment Directeur général de l'Agence d'urbanisme de Bordeaux pendant 15 ans. Je suis maintenant consultant. J'ai eu le Grand Prix de l'Urbanisme en 2006. J'ai été Président du Conseil français des urbanistes et je suis professeur à l'Université de Bordeaux à l'Institut d'urbanisme. Dans mes activités précédentes, j'ai été Directeur de l'Agence de l'urbanisme de Strasbourg avec Catherine TRAUTMANN. J'étais l'adjoint de Jacques CHÉRÈQUE en Lorraine sur la reconversion en 1984/1991 et, à ce titre, j'ai été le père du Pôle européen de Longwy. J'étais aussi à l'OREAM dans les années 1970/1972. C'est très intéressant de revoir ce territoire que je n'avais pas vu depuis une dizaine d'années et de voir à la fois les changements et les non changements. Le terme de qualité doit être un enjeu très important dans ce territoire en plus de l'enjeu culture et de l'enjeu enseignement supérieur et universitaire dont j'ai parlé avec le Président d'Université. Je suis absolument ravi de cette proposition que vous nous faites. Merci.

M. IBOS.- Je suis architecte associé avec Myrto VITART au sein d'Ibos & Vitart. Nous sommes « catalogués » comme des architectes de bâtiments publics et de bâtiments culturels. Cela me fait particulièrement plaisir de revenir dans la Région dans la mesure où

je suis intervenu il y a quelques années non loin d'ici, à Lille. Nous sommes les auteurs du musée des Beaux-arts. Parallèlement, depuis quelques mois, j'ai été nommé professeur à l'École d'architecture de Lille. C'est une double occasion avec celle-ci de revenir dans la Région. Nous travaillons aussi sur un grand territoire, à savoir le développement de la Plaine du Var avec José Luis MATEO à Barcelone. C'est une étude que nous allons mener sur l'année à venir. Cela m'intéresse donc particulièrement de voir votre approche et de voir quelles sont les questions que vous vous posez et celles que l'on se pose sur le sujet que nous avons à traiter. Cela peut être l'occasion, à travers l'étude que nous allons mener et à travers la réflexion que vous avez et pour laquelle nous allons essayer de vous aider, d'avoir peut-être un dialogue entre Nice et Lens.

M. SMETS.- Je suis architecte urbaniste, professeur d'urbanisme à l'Université de Louvain en Belgique. Je dirige depuis le début des années 90 un groupe de recherche, d'étude et de conception sur la réappropriation des anciens terrains industriels désuets, abandonnés, et surtout sur les infrastructures désuètes (ports, zones ferroviaires) où j'ai eu la chance de pouvoir réaliser un grand projet de reconversion des alentours de la gare de Louvain en Belgique. Nous avons aussi fait des projets notamment pour Rouen, Gênes, Anvers et autres.

Depuis 5 ans, le gouvernement flamand m'a confié une mission d'architecte conseil pour gérer la qualité de tous les bâtiments mais pas uniquement, car il y a aussi les infrastructures, les paysages, les grands ouvrages publics payés ou financiers, subsidiés par le gouvernement. C'est une mission que j'accomplis avec beaucoup de plaisir et qui me permet de ne pas seulement en savoir un peu plus sur les concours et comment les organiser, mais aussi de me rendre compte que pour réaliser de la qualité, il faut deux compagnons : un bon maître d'œuvre et une bonne maîtrise d'ouvrage. Pour le moment, j'ai pu accomplir cette idée des deux côtés puisque j'ai eu la chance de pouvoir faire partie du jury, par exemple pour le plateau de Saclay en tant que maîtrise d'ouvrage, et je suis engagé sur l'opération de la Durance, grand territoire, comme maître d'œuvre. J'essaierai d'associer les deux dans ce territoire qui m'est très connu, qui est très flamand, et qui est surtout une ville dispersée où il faut raviver le sentiment.

M. MORZEWSKI.- Je suis Président de l'Université d'Artois. Je tiens à remercier le Président PERCHERON d'avoir tenu à associer l'Université d'Artois et l'université en général à ce cercle de qualité. J'ai eu le plaisir de participer à la création de cette université dès 1988 puisque, après avoir enseigné dans les universités parisiennes puis lilloises, c'est à la grande aventure de la construction de l'Université d'Artois que j'ai eu le plaisir et le privilège de participer sur Arras et sur Lens - quelle belle aventure, Monsieur DELCOURT -, sur Liévin, sur Béthune, sur Douai et maintenant sur tout le périmètre pratiquement régional.

Bien évidemment, ce qui m'intéresse particulièrement, c'est d'essayer de mettre en synergie tous les projets autour du Louvre-Lens et du Bassin minier Unesco avec nos activités de recherche scientifique. Nous avons déjà beaucoup de coopérations, de formations aussi de nos jeunes gens et toute l'activité culturelle. Nous avons déjà quelques très beaux projets en direction des publics, en particulier ceux que l'on appelle les publics « éloignés » de la culture. Ce n'est pas dans le strict cadre de l'Université d'Artois que j'entends intervenir. Il y a aussi au niveau régional un très beau projet de rapprochement de toutes les universités régionales, métropolitaines et non métropolitaines, et, peut-être dans un avenir aussi proche que celui du Louvre, celui d'une fédération universitaire, d'un

grand établissement universitaire régional unique que nous appelons tous de nos vœux et que le Président PERCHERON, je l'espère, portera aussi sur les fonds baptismaux.

À titre plus personnel, je suis professeur des universités. La recherche porte sur la littérature et la culture contemporaines avec un intérêt tout particulier sur les questions de sociologie culturelle, notamment sur la question des publics que l'on appelle improprement « éloignés » même s'ils sont très proches. Ce sont quelquefois des publics micro-locaux éloignés de la lecture et de la culture. Vous voyez tout le rôle que le Louvre-Lens va jouer à cet égard. J'ai aussi beaucoup travaillé sur les questions dites de régionalisme littéraire et culturel, en France et à l'étranger, au sud et au nord, comme mon voisin, avec dernièrement l'organisation scientifique du colloque consacré au centenaire d'une autre figure régionale emblématique, Maxence VAN DER MEERSCH, figure du patrimoine culturel régional et mondial. C'est surtout la question du rapport entre le particulier, le local et l'universel qui m'intéresse et dont, semble-t-il, le Louvre-Lens sera l'un des plus beaux emblèmes.

M. OTAOLA.- Je suis ingénieur des Ponts et Chaussées. J'étais, de 1993 à 2000, directeur de BILBAO Ría 2000. C'est une société publique dont la différence est que toutes les administrations s'y trouvent : depuis l'État jusqu'à la région, la province et les municipalités. C'est elle qui a développé le grand projet urbain de Bilbao, dont le réaménagement du site où se trouve le musée Guggenheim. Ma première tâche a été de créer cette entreprise. Je continue maintenant à travailler avec d'autres projets et d'autres municipalités. Ensuite, j'ai changé de ville et de travail. J'ai été durant 3 ans et demi directeur-adjoint du musée d'Art contemporain à Valencia. Cela a un rapport avec votre projet car, une de mes tâches a été de diriger l'extension du projet, et nous avons choisi l'équipe de SANAA avec laquelle j'ai travaillé durant 2 ans. Je les connais donc bien et je vous félicite pour ce choix. De mon côté, je dois dire que malgré la qualité du projet, malgré son avant-garde et malgré le fait qu'il ait reçu en 2004 le Lion d'Or, le projet s'est arrêté. La politique est toujours très forte. Maintenant, je dirige le dernier grand projet urbain à Bilbao, qui est un projet public/privé sur une presqu'île de 83 hectares.

M. STARKMAN.- Je dirige une agence d'urbanisme dans la banlieue nord de ce territoire. Au titre de l'Agence Lille Métropole, je suis impliqué dans le développement territorial, dans la préparation d'un schéma de cohérence territoriale dont Martine AUBRY, qui est la Présidente du syndicat, a dit récemment dans une manifestation où vous étiez, Monsieur le Président, ainsi qu'un certain nombre d'autres personnes ici présentes, qu'elle souhaitait travailler avec la plus grande ouverture sur les territoires voisins, notamment ceux dans lesquels nous nous trouvons maintenant. J'ai également un rôle d'animateur dans les efforts qui se déploient pour développer une coopération à l'échelle de ce que les élus ont appelé « l'aire métropolitaine de Lille ». Pour dire quelques mots plus personnels, j'ai eu le Grand Prix de l'urbanisme en 1999. Je suis évidemment passionné par les questions de développement urbain et d'urbanisme. Je suis un vieux camarade de débat et de route de Jean-Louis SUBILEAU. Je pense que le Louvre et l'opération Euralens sont des atouts pour un territoire qui comprend la métropole lilloise et au-delà.

M. DRUON.- Je suis directeur du CAUE du Pas-de-Calais (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement). J'ai commencé ma profession au moment de la loi foncière sur la rédaction des premiers plans d'occupation des sols. Toute ma carrière a été orientée sur le conseil aux collectivités en matière d'urbanisme après un passage au Conseil général en qualité de directeur de l'architecture et du bâtiment. Ce qui

me passionne sur ce territoire, c'est l'envie de faire du projet urbain, c'est-à-dire de donner une grande dimension à tous les projets des communes, et montrer qu'il y a nécessité de se mettre très en amont, le plus possible. C'est d'ailleurs la position des CAUE d'intervenir très tôt pour mettre en place l'ingénierie, la méthode et donner au maire l'envie d'être extrêmement présents dans la phase préparation et la phase programme.

M. BOUFFART.- Je suis architecte urbaniste. Je suis Président de la Maison de l'architecture et de la ville, qui se veut un outil régional à la fois de présentation et de dialogue avec le grand public, de la présentation de l'architecture contemporaine et du territoire, d'où ma présence évidente parmi vous. Personnellement, architecte urbaniste. Depuis 1993, six projets référencés publiés nationalement, pourtant architecte régional. Dans le cadre de mon activité régionale, nous intervenons sur les opérations de logement avec une architecture qui tranche avec l'habitude sur Liévin. Nous sommes également intervenus en temps qu'urbanistes sur le quartier Jean Jaurès, en tant qu'experts sur le SCOT de Lens-Liévin – Hénin-Carvin. J'ai participé au jury du Louvre-Lens. Voilà une implication complète sur le territoire, avec une envie : territoire existe aujourd'hui, pleinement et vraiment.

M. KANDJEE.- Je suis paysagiste, enseignant à l'École du paysage de Versailles, et maître d'œuvre avec l'Agence Taktik, lauréat des Nouveaux albums et paysagiste. L'intérêt pour moi de faire partie de ce cercle, c'est la question de la prospective : comment imaginer la mutation des territoires sur 10, 20, 30 ou 40 ans ? C'est un sujet que nous développons en pratique professionnelle et au sein de l'enseignement. Je vous remercie de m'offrir la chance de faire partie de ce cercle.

M. FLEISCHER.- Je suis écrivain et cinéaste. À la demande du Président PERCHERON, je me trouve dans la double tâche très passionnante de participer à votre cercle de qualité et de réaliser un film sur l'histoire de ce musée. J'ai d'abord créé dans cette Région, à Tourcoing, une institution sous la double tutelle du Conseil régional et du ministère de la Culture, qui s'appelle le Fresnoy, le Studio national des arts contemporains. Puis, j'ai beaucoup filmé les musées. Par exemple, j'ai adoré filmer la métamorphose du musée du Louvre à l'occasion de son inauguration par le Président MITTERRAND en 1993. J'ai ensuite filmé la métamorphose du palais des Beaux-arts de Lille dont l'artiste est ici présent, Jean-Marc IBOS. C'était une expérience très passionnante. J'ai récemment fait un film sur les 30 ans du Centre Pompidou. Je suis absolument ravi de cette situation unique de faire un film sur la naissance d'un musée. J'ai utilisé ce titre en citation un peu prétentieuse à un admirable film documentaire qui s'appelle « La Naissance d'une nation ». C'est une expérience tout à fait unique. Le hasard fait qu'ayant beaucoup collaboré avec des architectes dont Jean NOUVEL, je vais faire en parallèle un film sur la naissance du Louvre à Abu Dhabi. Donc, cela va être une chose passionnante de mettre en parallèle ces deux projets. Ce qui me fascine dans le projet du Louvre à Lens, c'est cette relation très singulière entre sa géographie et son histoire : une histoire très singulière, car il n'y a pas de musée qui se soit implanté dans un territoire de ce genre ; et une géographie très singulière aussi, car, quand je l'ai découverte aux côtés du Président PERCHERON en montant sur un terroir, je me suis rendu compte que l'on pouvait être aussi bien, face à cette chaîne de terrils, devant une chaîne de volcans ou devant une chaîne de pyramides. Je compte commencer le film par cette interrogation : Où sommes-nous ? Sommes-nous en Yucatán ? Sommes-nous en Egypte ? Non. Nous sommes face à une chaîne de terrils, dans le nord de la France, dans le Pas-de-Calais. Je suis très heureux de cette possibilité qui m'est donnée. Merci.

M. le Président.- Il faut rappeler que le Fresnoy, c'est la Villa Médicis de l'image pratiquement unique au monde qui, petit à petit, gagne non pas dans le monde, mais dans la Région, ses droits à la notoriété. Le Fresnoy est un endroit pratiquement unique au monde.

M. SUBILEAU.- Il faut que nous citions Katia LAMY du Louvre, ici présente et membre du cercle de qualité qui suit le projet du Louvre-Lens.

Mme LAMY.- Bonjour à tous. Je suis architecte de formation chargée de mission pour les grands projets architecturaux au musée du Louvre. Je collabore sur ce projet auprès du Président Henri LOYRETTE depuis son émergence en 2004. Donc, je me consacre à 100 % à ce projet.

Tout d'abord, je voulais remercier l'association Euralens et son Président, Daniel PERCHERON, pour cette initiative que je trouve très intéressante de vous inviter à porter un regard et à nous aider à faire avancer ce projet dans les meilleures conditions. Vous remercier également au nom d'Henri LOYRETTE de votre participation aujourd'hui à cette journée. Nous sommes très contents de votre implication et de votre soutien en tant que professionnels reconnus. Merci de la part du Louvre.

Je ne vais pas m'attarder plus longtemps. Le projet du Louvre-Lens est un projet très important pour le musée. Beaucoup d'enjeux se situent en lui. Ce sont à la fois des questions de positionnement dans une région au nord de l'Europe, à quelques heures des grandes capitales européennes, donc un positionnement stratégique important pour le musée. Ensuite, il y a une question du renouvellement de l'image du Louvre et d'inscription de ce Louvre. Jusqu'à maintenant, la marque Louvre est identifiée avec l'image patrimoniale du Louvre parisien. Comment échapper à cette image - qui est un atout bien évidemment - et la renouveler, c'est-à-dire inscrire le Louvre dans le XXI^e siècle ? C'est la question qui était posée dans le cadre de ce projet et à laquelle répond parfaitement SANAA. La question de l'accessibilité de ces collections au public. Venir à Lens est un choix tout à fait assumé de la part du Louvre. Nous avons vraiment soutenu la candidature du Louvre et tout fait pour que cette ville soit choisie. Il y avait un engouement et une volonté très forts localement pour ce projet et nous l'avons tout de suite très bien senti. Bien sûr, le site est magnifique. Aujourd'hui, avec les travaux, nous n'avons pas pu correctement l'apprécier, mais il est au cœur d'un environnement très particulier. Le miracle : le Louvre au cœur du Bassin minier. Beaucoup de personnes avaient du mal à s'imaginer cette possibilité. Oui, c'est là, maintenant !

Il y a une question d'appropriation de ce Louvre par le public local. L'enjeu primordial pour le Louvre est d'aller à la rencontre de ces nouveaux publics, de ces publics éloignés des musées. L'idée est de faire un musée très didactique et pédagogique qui explique les missions, les métiers des musées - pourquoi conserve-t-on les collections à l'heure actuelle ? Qu'est-ce qu'un chef-d'œuvre ? - ceci avec une approche qui va être pédagogique et très sensible et émotionnelle. Nous allons donc chercher d'autres manières de toucher les publics. Dans ce contexte-là, tout le projet découle de ces enjeux. Le projet qui a été choisi est une réponse très adaptée à ces enjeux pour nous. L'inscription dans ce parc, qui joue un rôle très important dans l'inscription du territoire puisqu'il permet de conjuguer à la fois la couche culturelle, historique et patrimoniale, et la couche écologique qui se trouve cristallisée dans le projet, est mise en valeur. Pour nous, le Louvre est en train, grâce à vous tous, de passer un nouveau cap. Il est bien évidemment là, dans ce lieu, pour participer, au-delà des aspects et des enjeux purement culturels, au développement du

territoire et de cette région. Nous souhaiterions que ce développement se fasse de la manière la plus intelligente et la plus sensible possibles, un peu à l'image de ce que nous avons recherché sur le projet lui-même qui conjugue une contemporanéité et un respect, une sensibilité, une adéquation avec le site.

Pour nous, Euralens est un projet très important. Il est vital pour le musée, car nous savons très bien que les gens viendront, et nous voulons qu'ils reviennent, qu'ils apprécient ce lieu. Pour cela, il faut que l'ensemble de l'environnement soit à la hauteur des attentes et de l'image du Louvre. Merci.

M. le Président.- Le Louvre s'est jeté à l'eau. M. LOYRETTE doit être content là où il est.

M. SUBILEAU.- Quelques personnes du cercle qualité - puisque j'entendais des petits commentaires parmi les membres de notre association - n'ont pas pu être là. Nous avons composé un cercle de qualité assez large et surtout très pluriel, composé de beaucoup de personnalités différentes pour qu'il y ait un débat et un dialogue avec vous. Manquent, et ce sera évidemment à chaque fois la même chose :

- Marc BARANI, architecte de grand talent qui a eu le Prix de l'Équerre d'argent pour le garage du tramway à Nice. Il a fait beaucoup d'autres choses. C'est un architecte et un urbaniste de grand talent. Il a notamment fait un magnifique pont sur l'île Seguin à Billancourt.

- François BARRÉ, qui était le Président du cercle de qualité d'Euralille, Président du Centre Georges Pompidou et qui est actuellement Président d'Arc-en-Rêve à Bordeaux, grand lieu d'animation et d'architecture, et d'autres choses, parce que François préside beaucoup d'organismes. Il connaît bien l'architecture.

- Marie-Laure BERNADAC, qui est conservatrice au musée du Louvre et qui accompagnera Katia LAMY.

- Bruno GAUDICHON, qui est le conservateur de la piscine à Roubaix. On veut avoir une synergie culturelle entre tous les équipements culturels de notre grande métropole.

- Yves LE MANER, qui est historien et que vous connaissez tous. Il est important d'avoir cette dimension historique dans notre cercle de qualité.

- Matthieu POITEVIN, jeune architecte qui a notamment travaillé aux friches de la Belle de mai à Marseille et qui a fait des réalisations de logement assez audacieuses, notamment à Mulhouse.

- Didier FUSILLIER, directeur de Lille 3000, qui a monté avec Martine AUBRY « Lille, capitale européenne de la culture en 2004 », ne pouvait pas être parmi aujourd'hui, mais c'est important que nous l'ayons, car, pour les futurs Lille 3000, il faudra un lien entre l'inauguration du Louvre ici et les activités culturelles qui pourront être faites à Lille dans le cadre de ce programme qui est maintenant de notoriété nationale voire internationale. Olivier FUSILLIER nous accompagnera.

Enfin, nous avons parallèlement le groupement de commandes dont vous aviez lancé la constitution, car ce sont les conseils municipaux et la CALL qui ont délibéré par la suite. Ce groupement de commandes avait annoncé un accord-cadre, qui est en fait une grande consultation ouverte et nationale, pour choisir une équipe d'urbanistes, de

paysagistes, d'architectes, d'ingénieurs. Il y a trois choses dans la dimension de ce que nous avons lancé avec Carole BOGAERT, qui est la directrice du groupement de commandes, Lens étant le coordonnateur ; les plis ont été ouverts. En effet, pour cet appel d'offres très important, l'équipe en place réfléchira à la stratégie générale du plan directeur pour donner une figure et une identité - cela a été rappelé par plusieurs des membres du cercle de qualité dans le projet - aux aménagements des espaces publics qui doivent être faits tout de suite pour l'arrivée du Louvre, que ce soit depuis la gare jusqu'au Louvre, autour du stade Bollaert et à Liévin, la ZAC Jean Jaurès, et le lien entre Loos-en-Gohelle, le 11/19 et le site du Louvre auquel nous tenons particulièrement. Tout ceci sera demandé à cette équipe.

Trois des membres du cercle de qualité se sont portés candidats et se sont mis en congé du cercle de qualité. Ce ne sont pas les moindres : Dominique PERRAULT, architecte notamment connu pour la grande Bibliothèque François-Mitterrand et d'autres réalisations dans le monde ; Michel DESVIGNE, paysagiste internationalement connu qui travaille avec les plus grands dans le monde entier ; et l'équipe de terre d'Olivier PHILIPPE qui a beaucoup travaillé sur des grands territoires, que ce soit en Allemagne ou en France.

Ils sont tous candidats. Ils ne seront pas de privilège, mais il nous a semblé bien, et c'est une des choses qu'il faudra que le cercle détermine, qu'ils ne soient pas là parmi nous mais qu'ils soient en congé tout le temps de la consultation.

M. le Président.- Nous allons essayer d'animer le débat. Je pose une question à M. OTAOLA, l'homme de Bilbao. Première impression : Bilbao, un million d'habitants. Une ville historique, puis industrielle, puis renouvelée. À votre avis, le Louvre à Lens, possible ou pas possible ? L'effet Bilbao, ici, première impression : rêve ou défi à portée de volonté ?

M. OTAOLA.- Ce n'est pas une question facile. D'ailleurs, on voit beaucoup de maires venir à Bilbao et nous poser cette grande question : quelle est la clef du succès de Guggenheim ? J'ai beaucoup réfléchi à cela et je n'ai pas de réponse claire. Certaines choses sont semblables entre Bilbao et Lens. Par exemple, le nom Guggenheim a très bien marché, car on a une société qui est très « marquiste », très label. Dans la ville de Guggenheim, vous avez le Louvre. Je crois que cela va marcher.

Je trouve aussi qu'une ville pas connue et petite comme Bilbao est bien mieux qu'une grande ville. Le même musée Guggenheim de Frank GHERY que vous connaissez n'aurait peut-être pas eu le même succès à Barcelone ou à Madrid pour citer des villes espagnoles. Les gens cherchent plus des choses spéciales. Je crois que Lens, de ce côté, est semblable à Bilbao.

Après, il y a eu une chose qui a fini : le grand projet d'architecture. Maintenant, il y a tellement de projets d'architecture que les gens ne sont pas étonnés. Toutes les villes ont des musées et des grands architectes. Cette évolution de l'architecture est selon moi mauvaise pour le Louvre-Lens, car il y a trop de projets en ce moment. Le musée Guggenheim a été le dernier d'une série très courte. Selon moi, les grands musées médiatiques internationaux de la deuxième mi-temps du XX^e siècle ont été de décennie en décennie : le Guggenheim de New York, le Pompidou, le Louvre avec la pyramide et après le Guggenheim. Il va y avoir un problème.

En revanche, il faut toujours travailler avec les contradictions et les opportunités. Bilbao était une ville industrielle, pas belle, sans intérêt. Elle est devenue très chic et un lieu à aller voir. Nous avons un projet qui était épatant du point de vue physique. Vous avez un projet beaucoup plus subtil, plus intellectuel et sûrement beaucoup plus intéressant, mais vous devez travailler avec la contradiction d'être dans un territoire que je ne connaissais pas et qui ce matin m'a beaucoup surpris avec les houillères, les cités minières. Il y a beaucoup de possibilités ici, mais il faut travailler dur.

Deux choses très importantes à Bilbao : les consensus politiques et la qualité de l'architecture. Le musée est numéro un, mais, en général, il faut entourer le projet avec d'autres choses. De plus, à Bilbao, il y a beaucoup plus que le musée Guggenheim. Il y a eu des infrastructures, de l'urbanisme, et il faut faire la même chose à Lens. J'ai vu que vous avez un projet de tramway. Il y a une liaison avec Lille : tous ces aspects sont très importants pour le devenir du musée et de la Région. L'urbanisme aussi. J'ai beaucoup entendu parler de projets. Alors, je serais très optimiste.

Une dernière chose très importante : la crise est le meilleur moment pour commencer un projet urbanistique. Nous sommes au point bas du cycle économique et nous savons que l'année prochaine sera un peu mieux. Pour ces projets qui sont si longs dans le temps, c'est parfait de commencer un projet ambitieux et à long terme.

M. le Président.- Merci. C'était passionnant. Je peux vous poser une deuxième question ? Qui a déclenché : public ou privé ? L'investissement public a mis combien de temps pour être relayé ? C'est une question obsédante pour le Bassin minier.

M. OTAOLA.- La réponse est claire. Le public. Nous avons mis beaucoup de temps. Mon expérience à Bilbao m'a montré que même les choses évidentes comme les restaurants et les hôtels ont attendu que le musée soit fini et qu'il ait eu un succès pour se mettre en marche.

M. le Président.- Ce que vous dites sur la banalisation des grands projets, qui a succédé à la spécificité de la Grande Pyramide, de Pompidou, de Guggenheim, implique que le projet d'Henri LOYRETTE, le nouveau musée, le musée parc, et le nouveau regard soient vraiment au rendez-vous, que le Louvre ait un plus en tant que Louvre par rapport à la concurrence qui va être généralisée.

M. OTAOLA.- Il faut trouver un autre modèle. Le second musée d'impact ne doit pas être de mon point de vue architectural. Katia LAMY m'expliquait son idée du musée. Je pense que c'est par là que nous pouvons peut-être trouver le succès.

M. CARON.- Je me présenterai comme créateur de la chaîne des terrils en 1988. Petit message à Madame la Rédactrice en chef de Libération pour dire que ce qui est très important en ce moment, c'est de remettre ce projet dans une trajectoire. Nous sommes en 2010, soit 20 ans après la dernière Berline. Les choses sont incroyablement lentes et incroyablement rapides. À l'échelle de ces 20 ans, nous sommes passés de la gestion de 300 000 emplois perdus si on prend les sous-traitances, d'une emprise totale dans l'urbanisme du système houiller, des impacts sur l'environnement, sur la formation des acteurs, sur les mentalités et sur les comportements.

En 1988, c'était au bout du fusil que nous défendions les terrils. Quelques-uns les défendaient, ils sont ici dans la salle, mais ce n'était pas la mode, loin s'en faut. Il y a 10 jours, la France a déposé le dossier du Bassin minier comme candidat au patrimoine mondial de l'humanité. Il se trouve que je préside l'association. J'en profite pour inviter

tout le monde ce soir, mais je sais que beaucoup d'entre vous y seront : 19 heures au stade Bollaert dans les salons VIP. Nous allons expliquer et retranscrire tout ce qu'il y a dans ce dossier : au nom de quoi nous osons être candidats au patrimoine mondial de l'humanité alors que nous sommes une histoire ouvrière tout ce qu'il y a de plus ordinaire et en même temps, de ce fait, extraordinaire.

Dans l'arrivée du cercle de qualité, dans l'émergence du projet du Louvre, il y a des catalyseurs qui font que des réactions chimiques se produisent. Ces deux projets, de patrimoine mondial et, derrière, de Mineurs du monde bien que ce dernier reste à construire - le Président et moi le savons puisque ce n'est pas simple... C'est aussi une ambition folle que d'oser prétendre à ce qu'émerge une conscience planétaire des Bassins miniers du monde. Il y a du travail encore, mais nous avons un peu de temps devant nous. Nous verrons bien dans 20 ans. Ce projet du Louvre arrive à un moment extraordinaire, celui de la bascule du territoire. Cela nous amène des bascules urbanistiques, mais surtout des bascules culturelles. C'est la difficulté : nous avons en même temps un œil dans le rétroviseur et un autre dans l'horizon, nous avons des réflexes qui sont issus de notre histoire et nous sentons bien que cela ne peut plus fonctionner ainsi et que le monde de demain se construit autrement que dans un modèle encadré. Ce n'est pas facile.

Vous, vous avez des regards par définition décalés et vous êtes en même temps pour nous des ressources et des stimulants impertinents. C'est très important. Et en même temps optimistes, car nous sommes sur un sujet où nous tenons tous les tenants du territoire. Il faut que l'on tienne tout, que l'on traite de la question économique, car sinon ce n'est pas crédible et le projet du Louvre est à côté de la plaque. Il faut tenir la question sociale, etc. C'est une belle aventure. J'espère que nous profiterons des échanges. Ce sera sûrement aussi intéressant pour vous de comprendre une alchimie aussi brute au sens énergie brute de ce qui sort de la mine. C'est d'ailleurs l'un des éléments du dossier Unesco, à savoir que nous sommes très homogènes. Le Bassin minier n'a pas été mélangé d'influences autres que celle de la mine. Cela nous donne ainsi des traits de caractères extrêmement anguleux. À ce soir pour ceux qui veulent.

M. le Président.- Merci. Monsieur STIEGLER, avec l'économie créative, un lieu de mémoire comme Mineurs du monde au 11/19, un lieu de conscience comme le 11/19 de ce qu'est la mine aujourd'hui dans le monde et, éventuellement, un lieu de ressources pour dire : après la mine, que se passe-t-il et comment fait-on ? Regardons les bassins miniers notamment des pays industrialisés qui ne sont plus miniers, cela vous semble possible par les technologies d'aujourd'hui ? De connecter progressivement, lentement, tous les bassins miniers du monde, est-ce une utopie au pied des terrils du 11/19 ou est-ce une possibilité ?

M. STIEGLER.- C'est une utopie, mais il en faut pour transformer le monde. Pour le moment, c'est devant nous. Mais, je crois que c'est tout à fait réalisable.

Je crois d'ailleurs que le projet Mineurs du monde à l'intérieur du dossier Unesco est quelque chose qui permet d'imaginer la transformation d'une expérience très douloureuse en un savoir d'une population dans toutes ses dimensions, un savoir qui peut se transmettre et se transformer de mémoire en vision d'avenir. Cela peut paraître un peu philosophique et littéraire, mais j'y crois tout à fait. Ce qui se fait à Loos-en-Gohelle notamment sur le 11/19 et dans la Région de Lens autour des questions environnementales illustre typiquement cela, car cela devient un lieu de référence national et probablement international.

Je crois aussi qu'ici nous sommes au cœur de la naissance du monde industriel. Le monde industriel a commencé plus tôt en Angleterre, mais malgré tout, ce que tout le monde a appris à l'école, c'est que le nord de la France était le battement du cœur industriel, l'industrialisation et la condition de l'industrialisation de l'Europe occidentale. Cette dimension industrielle, qui a connu plusieurs périodes parce qu'il n'y a pas la révolution industrielle mais des révolutions industrielles, des époques industrielles, a connu aussi ici, dans ce territoire, la fin d'une première époque. Maintenant, on sent bien qu'un processus de deuil s'est partiellement opéré et que le moment est venu que ce travail de deuil reconstruise de l'avenir et de la lisibilité. Mais la question est de transformer tout ce matériau, appelons le patrimonial, mais qui ne doit pas être seulement patrimonial, en un savoir. Là, en effet, les technologies contemporaines peuvent jouer un rôle très important.

J'aimerais beaucoup parler avec vous, Madame, de cette question autour du Louvre mais aussi autour de Mineurs du monde et dans le cadre de la firme de l'Unesco. Des choses s'opèrent déjà et des réseaux sociaux se constituent. Il faut faire en sorte que des dynamiques de ce que j'appelle la « réinstrumentation » des populations du territoire à travers notamment ces technologies de communication qui deviennent extrêmement importantes dans le domaine de la médiation culturelle, dans celui de la vie éducative et de la vie politique, il faut que le territoire devienne un lieu de référence. Cela me paraît tout à fait possible à proximité des sites et à l'Université de Valenciennes. Il y a évidemment l'Université d'Artois qui joue un rôle très important et, comme le disait son Président tout à l'heure, qui est centrale par rapport à ce que je suis en train de dire. Il y a aussi l'Université de Lille, des laboratoires, toute l'attractivité qui va être créée par ailleurs par ces deux projets Louvre-Lens et Mineurs du monde. Je pense qu'il y a la possibilité véritablement de concentrer du savoir, de faire que la population ne s'endorme pas et que ce territoire devienne très attractif par l'expérience qu'il va progressivement accumuler dans ses propres tissus.

M. le Président.- Merci. Une question dans la salle ? Madame MARQUAILLE, Présidente du musée de la Mine.

Mme MARQUAILLE.- Je suis Vice-présidente du Conseil régional et Présidente du Centre historique minier de Lewarde. Je voulais simplement dire que pour nous, le Louvre-Lens est un événement extrêmement important et que nous en attendons beaucoup au Centre historique minier, qui est un lieu de mémoire important de la mine, où nous avons un conseil scientifique qui travaille régulièrement et qui organise des colloques régulièrement et où nous avons aussi des archives importantes de l'ensemble du Bassin minier. Nous attendons beaucoup et en même temps, nous pensons qu'avec les quelque 150 000 personnes qui viennent chaque année au Centre historique minier, nous serions très heureux et nous sommes très en attente d'un partenariat avec le travail que vous allez accomplir autour du Louvre-Lens. Merci.

M. DELCOURT.- On l'a prononcé plusieurs fois : utopie, folie. J'oserais dire « oui ». Je me souviens de ce coup de fil de 2003 où vous m'avez appelé pour me parler de votre entretien avec Henri LOYRETTE et Martine AUBRY sur le Louvre. Vous m'aviez dit : « Crois-tu que je puisse annoncer Lens ? » Quand j'ai raccroché, mon premier mot était : « C'est de la folie ! » Tout compte fait, sur les projets Bassin minier, Unesco, patrimoine mondial, c'est une autre folie. Euralens, c'est encore une folie. Quelque part, je pense que c'est une révolution sur nous-mêmes. Nous avons tant donné à la nation qu'objectivement, nous avons provoqué par des gestes de folie contrôlés cette ambition qui

fait que nous soyons ici aujourd'hui. Grâce à cet acte de folie que nous avons auto médicalisé puisque nous nous sommes soignés nous-mêmes, nous sommes ici réunis dans cette Maison du projet Louvre. Je profite de la présence de Pierre de SAINTIGNON et de celle, indirectement, de Martine AUBRY pour dire des choses fortes. Le regard du Bassin minier - et les élus qui ne seront pas d'accord avec moi le souligneront - était de dire que la grande métropole lilloise, l'Eurométropole, qui est partie d'abord vers le nord, c'est-à-dire vers la Belgique, la Flandre intérieure, arriverait naturellement vers le sud. Il y avait deux solutions pour arriver vers le sud, c'est-à-dire vers nous : par une satellisation forcée ou par une concertation d'aménagement de territoire qui irait vers une coopération. Ma question est un peu brutale, car vous venez d'arriver, mais pour vous avoir rencontré à la Mairie de Lens tout à l'heure, pensez-vous, en fonction de votre expérience et de votre vision qu'il est utopique et fou de penser que de la satellisation probable du Bassin minier par la métropole lilloise nous pouvons passer à une coopération équilibrée ?

M. le Président.- Nous sommes proches du blasphème, mais il n'est pas interdit d'y répondre et de conjurer le bonheur et le malheur des réponses. Monsieur STARKMAN, avouez que vos rêves de conquête se modifient au fur et à mesure que les débats progressent.

M. STARKMAN.- J'essayais de me cacher pour éviter que vous m'invitiez à répondre à cette question éminemment politique. Je suis totalement persuadé que c'est possible. Je pense que la satellisation des territoires du Bassin minier par la métropole lilloise est une idée totalement dépassée. D'ailleurs, à quel système d'organisation politique et démocratique pourrait-elle correspondre ?

La coopération est une sorte d'obligation. J'ai dit tout à l'heure que modestement, dans le cadre d'un dispositif qui débute et qui s'appelle l'aire métropolitaine, nous essayons de contribuer à sa constitution. Nous avons des thèmes de travail. Sans doute sont-ils encore trop modestes, sans doute faudrait-il les étendre. Nous n'avons pas encore eu l'ambition de s'attaquer au grand thème de l'aménagement du grand territoire. Sans doute faudrait-il le faire. Selon moi, l'idée d'y aller ensemble est une idée contrainte. Le territoire commun de l'aire métropolitaine - je vais blasphémer à mon tour - existe en dépit des élus. Les gens qui travaillent, qui se déplacent...

M. le Président.- Et votent, chaque jour.

M. STARKMAN.- Ils ont établi cette coopération. Je suis très optimiste sur le fait que celle-ci doit marcher. Évidemment, il y a une structure politique qui débute, mais il faut la développer et la faire vivre.

M. le Président.- Monsieur CUILIER, rien de nouveau sous le soleil très chaud de l'OREAM en 1972 ou 1974. Aire urbaine centrale. 40 ans après, les citoyens la font vivre ; les élus la souhaitent.

M. CUILIER.- À mon avis, le rendez-vous qui a été raté sur le secteur Lens-Liévin, c'est le grand rendez-vous universitaire. Je l'ai déjà dit ce matin. Tant que vous n'aurez pas 15 000 étudiants, vous n'aurez pas de booster au niveau économique. S'il y a un dossier prioritaire pour Lens-Liévin, ce n'est pas l'éparpillement que vous avez déjà vécu d'une part. Mais inspirez-vous de Valenciennes, de Brest. Tout le monde a rigolé quand nous avons créé l'Université de Brest, mais regardez aujourd'hui ce que cela donne au niveau économique. Le problème est lié à tout l'aspect culturel. Quand je compare la situation du Bassin minier avec ce que j'ai vécu en Lorraine et ici quand j'y travaillais, je

constate qu'il y a toujours eu un retard éducatif au sens enseignement secondaire et universitaire. C'est bien d'avoir fait des IUT et des BTS, mais il n'y a pas que cela. En France, nous avons une folie des universités de 100 000 étudiants. C'est idiot, car partout ailleurs, l'université, c'est 15 000 ou 20 000 étudiants. Ce n'est donc pas un problème de taille, mais de diversification. Si vous voulez rééquilibrer par rapport à la métropole, il faut avoir des fonctions diversifiées sur le plan culturel, éducatif et économique. Pour moi, l'enjeu premier est là.

M. le Président.- Merci. Le colloque d'Avignon dit d'ailleurs : « Pas de levier culturel efficace sans présence d'un certain nombre, d'un seuil critique d'étudiants dans l'agglomération. »

Mme WATINE.- Je suis Présidente de l'Office du tourisme et du patrimoine de la communauté d'agglomération de Lens-Liévin. J'apporterai juste ma petite pierre à ce qui a été dit à propos de Lille et des satellites, en disant que nous avons ce que nous appelons le club des Cinq à égalité entre Lille, le club des offices de tourisme entre Lille, Arras, Douai, Béthune et Lens.

M. ALPERN.- Je suis conseiller Régional. Je m'adresse à ceux qui en ont l'expérience. Une des façons d'échapper à cette satellisation - qui n'existe pas d'après M. STARKMAN, mais que les élus manifestement ressentent comme un risque - ne serait-elle pas l'internationalisation ? Le Président PERCHERON rappelait dans son préambule ce qui a été fait à Liverpool ou ce qui est fait dans la Ruhr. N'y a-t-il pas une vision très rapidement internationale à avoir ?

Mme MASBOUNGLI.- Sur la question de la satellisation, vous parlez de grands territoires sur lesquels la France a assez peu investi à ce jour, d'abord par manque de gouvernance et aussi parce qu'on a toujours considéré que ce qui était en dehors des villes n'existait pas, c'est l'arrière-cour de la ville. Donc, nous avons assez peu de projets à ces échelles territoriales, et avec le système centralisateur français, on pense la ville et sa périphérie. Or, les chercheurs de l'urbanisme et notamment Bernard DOUSSET*, qui est grand chercheur italien, nous ont alertés sur fait que la ville diffuse existait et que les familles qui habitent quelque part peuvent se concentrer sur différents endroits du territoire. On entend de plus en plus la métropolisation non pas comme la ville et sa périphérie mais comme le territoire dont la ville. Les usages et les pratiques urbaines nous montrent que c'est de plus en plus cela. C'est d'ailleurs la chance des territoires. Aujourd'hui, avec les stratégies que nous cherchons à avoir au niveau national de développement durable, il est évident que ce sont ces échelles-là qu'il faut affronter. Si nous continuons à penser la ville et le territoire, nous ne répondrons pas du tout aux enjeux qui sont les nôtres, c'est-à-dire la requalification de la ville à l'échelle où elle existe, c'est-à-dire souvent 50 voire 100 kilomètres autour d'un territoire d'une part, et d'autre part parce que la question durable se traite à l'échelle du grand territoire : les bassins d'eau, les déchets, l'énergie, etc., cela ne se traite plus à l'échelle de la ville, d'où l'importance de votre projet, parce que vous êtes vraiment un laboratoire de ce qui peut être le territoire durable et le territoire à grande échelle sur lequel il y aurait une volonté politique, un engagement et un désir de qualité. Vous avez la référence de l'Emscher Park et je vous comprends parce que c'est à peu près le seul territoire...

M. le Président.- 800 kilomètres carrés.

Mme MASBOUNGLI.- ...que je connaisse, sur lequel j'ai publié, et qui commence à être maintenant un lieu de référence essentiel. L'Emscher Park est un

territoire diffus, mais c'est surtout une histoire d'hommes. J'aimerais bien en dire deux mots. Si vous n'aviez pas eu une mobilisation d'acteurs très puissants, politiques d'une part et professionnels d'autre part, ce territoire ne se serait pas mis en marche. Si vous aviez rencontré Karl GANSER, vous auriez compris comment cela a été possible. Pour que ce soit possible, cela veut dire que c'est une mobilisation de toutes les énergies locales, ce n'est pas seulement du *top-down* - les Français sont très *top-down* -, c'est vraiment du *bottom-up*. De plus, c'est cette capacité d'une équipe qui a réuni des financements publics existants concentrés sur des opérations. Cela pourrait être votre cas, c'est-à-dire en labellisant les opérations et en exigeant un maximum de qualité de ces opérations, Emscher Park toujours, qui sont portés par une philosophie de l'action.

J'insisterai sur un autre point qui me paraît essentiel, c'est que cela n'est pas seulement du dur, c'est aussi du *soft*, c'est-à-dire que c'est l'éphémère, les événements, Lille 3000 mais qui devrait être Lens 3000, c'est cela qui va faire que votre territoire sera spécifique et que ce sera un levier économique majeur. Il y a par rapport à la période qu'on a connue, par exemple Bilbao avec un événement en dur, une évolution très sensible du projet urbain, d'une part en changeant d'échelle territoriale, et d'autre part en considérant que les événements culturels, architecturaux et urbains ne sont pas les mêmes. Il va y avoir une nouvelle esthétique du grand territoire, une nouvelle esthétique du développement durable et vous, clairement, vous devriez être un laboratoire de ces démarches nouvelles qu'il faudra initier pour être un territoire qui montrera une direction de travail comme peut-être l'est un peu le territoire Nantes Saint-Nazaire où s'invente une volonté de travailler à de très grandes échelles territoriales. Encore une fois, sur l'agglomération Montpellier, Rennes - mais M. FRÊCHE n'y est pour rien, c'est la métropole qui s'est mise en mouvement -, à vous de jouer pour que vous soyez le projet levier en France sur la question du réaménagement du territoire porté par une force culturelle très grande, à la fois votre histoire et la modernité.

M. le Président.- Le cercle de qualité doit nous quitter à 16 heures 25 pour ne pas manquer le TGV, car il y a encore des TGV entre Paris et Lens.

Mme VINCENDON.- Je serai très rapide. Ce que j'ai entendu m'a évoqué deux choses. Tout d'abord, l'affaire d'identité. Je vous le dis parce que j'ai été démarchée quand je faisais des suppléments ville par des élus qui me disaient : « Vous ne vous rendez pas compte, dès qu'on n'est pas au soleil ou au bord de la mer... » Ils se plaignaient beaucoup des classements de villes. J'ai même fait un petit édito là-dessus sur « On n'en peut plus des palmarès des villes. », puis j'ai polémique avec mon homologue de l'Express qui en fait à hautes doses. Néanmoins, cette histoire d'image... Je pense que vous avez une chance phénoménale : le projet sera ce qu'il est, le projet de musée parc est plutôt discret, mais le nom du Louvre, lui, ne l'est pas. C'est une qualité monumentale, car, par rapport à un projet très spectaculaire comme évoquait notre ami de Bilbao, là, vous n'aurez pas cette carte, mais vous n'aurez pas à la défendre non plus, car le Louvre, cela se défend tout seul. L'urgence sera de l'accompagner - c'est la personne du Centre historique minier qui me fait penser à cela - par un maximum d'investissements et d'initiatives dans beaucoup d'autres éléments culturels.

Comme nous venons de loin, nous pouvons soulever tous les sujets. En voyant l'Apollo devant la gare, je me dis qu'il y a là une occasion à saisir quelque chose. J'entends bien qu'on nous réponde qu'il n'y a pas de public, mais j'ai l'impression que les choses peuvent fonctionner dans l'autre sens, c'est-à-dire que l'offre créée aussi la

demande et qu'il valorise le territoire et que peut-être que dans l'Apollo, on peut faire l'endroit où on s'amuse le plus dans le Bassin minier avec les musiques actuelles, tout ce que l'on peut imaginer.

M. le Président.- Merci. Guy DELCOURT est enthousiaste. Il n'y a que vous qui pouviez le convaincre, Madame. Et le dynamisme flamand devant cette belle réunion à la française, comment l'aborde-t-on ?

M. SMETS.- Je suis très touché par les mots que j'ai entendus. J'ai entendu parler de folie, de rêve et d'ambition d'un ancien site minier. En fait, c'est ce qui anime cette réunion. C'est aussi ce qui fait report, parce qu'en même temps, la discussion que nous avons sur la grande agglomération de Tourcoing à Lens, pour ne pas parler lilloise, c'est une chose qui est un peu différente de l'Emscher Park, car là, il n'y a pas de grande ville. Ce sont toutes des villes de la même taille. Donc, peut-être pourrions-nous dire que dans cette formation d'un grand territoire qui est - et j'en suis vraiment convaincu avec Ariella MASBOUNGI - l'attache profonde qui se pose en ce moment, il est très bien d'avoir ce nouvel équipement qui fera basculer la situation géographique de cette grande agglomération. En même temps, il est clair qu'il est en train de se réaliser une nouvelle ville. Quand vous parlez de la dynamique de la Flandre, vous savez peut-être que nous, pour le moment, nous parlons du diamant flamand, qui est un territoire qui va d'Anvers à Gand, à Bruxelles, à Louvain. C'est la taille de la zone urbanisée et c'est à ce type de taille qu'il faut essayer de parler en ce moment. Ceci dit, une autre problématique se pose par rapport à ce qui est en train de se construire.

Nous venons de le rappeler, le Louvre, quoi qu'on en dise, - on a parlé du Louvre d'Abu Dhabi - est quelque chose d'exogène. C'est le Louvre, c'est pareil. Donc, il est fondamental que ce levier si important soit aussi endossé par la population locale. Plus qu'accepté, qu'il y ait de la fierté locale, civique, du renouveau qui se fait à travers le Louvre. Pour ce faire - et là je suis très heureux d'avoir entendu que vous avez beaucoup d'autres projets parallèles que le Louvre - il serait à mon sens impératif de réaliser ces nouveaux projets en même temps pour que, dans le réagencement des infrastructures, des parcs, des places publiques, les gens ressentent que cette venue du Louvre réanime la société de l'ancien Bassin minier dans sa globalité.

M. le Président.- Merci. Il reste 4 minutes, puis nous libérons le cercle de qualité.

M. MAGNAVAL.- Je suis Président de la Chambre de commerce et d'industrie de l'arrondissement de Lens. Représentant le monde économique et celui de l'entreprise au sens large du terme, ce projet du Louvre, dans l'esprit et dans la réaction du monde économique a été dans le premier temps le doute sur la réalisation d'un tel projet. Ensuite, intéressé bien évidemment par ce projet au plan économique. Enfin, aujourd'hui, je peux vous dire que le monde de l'entreprise est complètement convaincu de l'intérêt fondamental que représente l'arrivée d'un tel monument sur notre territoire, qui est certes, du moins localement, installé à Lens, mais qui a une portée régionale voire internationale. Aujourd'hui, le monde de l'entreprise attend beaucoup de l'arrivée du Louvre, parce qu'on va, par ce levier, changer considérablement la physionomie et l'état même du territoire. Encore aujourd'hui, je suis captivé par ce que j'entends avec la présence du cercle de qualité. Nous attendons énormément de cette transformation. Des exemples ont été cités : Bilbao, Liverpool, le Président a parlé également de l'Allemagne. Je pense que Lens a toutes les conditions requises pour faire de même, avec la même propension de succès que

les autres territoires ont pu avoir. Je bois vos paroles, car je considère que nous sommes vraiment partis dans une logique de progrès. Sur la métropolisation, un petit mot...

M. le Président.- Non. Vous allez avoir une réponse. Les membres du cercle de qualité vont revenir, mais ils ne reviendront pas s'ils manquent leur train.

Mme LIPSKY.- Pour revenir sur la question du Louvre et de l'Université. Une chose m'a frappée ce matin dans nos échanges. L'Université sera donc, si je ne me trompe pas, à quelques minutes à pied du Louvre. Il y a vraiment une sorte de fusion entre les deux territoires sur laquelle il faut fondamentalement travailler. Pour mémoire, nous sommes tout de même dans le plan campus 2009. Nous avons tous connu en France soit une université au cœur de la ville, disséminée en petits morceaux, soit ces anciens campus des années 70 qui sont certes des patrimoines, mais qui sont aujourd'hui avec d'autres questions. J'ai juste entrevu là une sorte de brèche, une histoire très porteuse, pleine de mémoire, riche pour quelqu'un qui viendrait un certain nombre d'années dans l'université. Il y a une sorte de vase communiquant culturel entre l'éducation et le Louvre qui me semble être une thématique à porter, car il n'y a pas aujourd'hui de nouveau campus, il n'y a pas de question de rassemblement qui ait été proposée au niveau national et surtout, il y a un manque cruel de sites ayant une mémoire et une identité très fortes sur lesquelles cela pourrait se développer. J'y voyais là une grande brèche pour vous. Bien que je ne connaisse pas plus que cela votre programmation, ce sont peut-être des discussions sur lesquelles nous pourrions revenir.

M. le Président.- Depuis hier, elle est à la fois révolutionnaire et ambitieuse, mais ce sont les présidents d'Université qui le diront eux-mêmes. Je présente mes excuses à Alain WACHEUX, le Président de l'agglomération de 230 000 habitants Béthune-Bruay, et à Philippe KEMEL qui voulaient tous deux vous parler mais qui vous parleront, m'ont-ils dit d'un signe de tête approbateur, la prochaine fois.

Au nom de tous, nous vous remercions. Si vous avez une phrase à ajouter, vous pouvez.

M. BOUFFART.- Ne soyez pas trop en attente. Soyez participatifs, soyez inventifs, soyez créateurs. Vous êtes un territoire qui avait été trop en attente ! Ne soyez plus en attente, mais soyez accompagnateurs de ce projet.

M. le Président.- Merci 1 000 fois. Bon retour.

(Applaudissements.)

Suspendue à 16 heures 26, la séance reprend à 16 heures 37.

M. le Président.- C'est statutaire et un peu redondant, mais cela a son utilité et est indispensable. Nous allons commencer par les activités d'Euralens, sauf si, brièvement, nos deux élus et, éventuellement, un troisième ou un quatrième, veulent commenter ce qui vient de se passer, car je ne leur ai pas donné la parole, en quelques phrases bien sûr. Nous les connaissons, ils sont concis de nature.

M. KEMEL.- Monsieur le Président, quelques réflexions qui viennent justement de l'échange avec l'ensemble des membres de grande qualité que nous venons de rencontrer. La ville diffuse, c'est sortir de cette organisation centre périphérie. Nous voyons bien que pour nous, c'est une nécessité de penser cette ville diffuse. C'est aussi de penser la manière d'entrer dans une vie sociale, culturelle et économique différente, celle de demain. Il y a le primaire, le secondaire et le tertiaire. On parle souvent de ce que sera le

quaternaire demain, c'est-à-dire la combinaison de l'industrie et du service. Or, nous avons véritablement une histoire industrielle et nous avons le besoin de nous inscrire dans le devenir, dans ces modèles économiques, qui sont immatériels et où l'on va acheter non plus le produit mais le service, où l'on va consommer davantage de l'information et de l'image. Je voulais proposer à nos experts la chose suivante : ne pouvons-nous pas essayer progressivement d'inscrire notre projet dans l'économie du quaternaire pour qu'en termes d'universités et de centres de recherche tout cela soit tourné vers cet objectif, que l'architecture soit particulière de sorte que nous ayons un fil directeur qui construise notre devenir ?

M. le Président.- Très bien. Alain.

M. WACHEUX.- Premier point sur la relation avec les territoires voisins qui a été plusieurs fois évoquée. Nous sommes tous convaincus que le Bassin minier doit prendre pleinement sa place en Région. La satellisation a été évoquée. Elle se fait sur le terrain de l'éparpillement et alors, évidemment, les liaisons se font radiales. Si nous voulons prendre toute notre place en Région, ce Bassin minier doit être un pilier de l'aire métropolitaine, un pilier consistant, fort et qui devient de ce fait indispensable. Quand je dis « consistant », il ne peut l'être que par son unité, par sa densité - probablement à renforcer -, par ses fonctions, et par un projet partagé. Si nous voulons jouer la carte, la chance ou l'atout de l'équilibre, il faut qu'au sein de cette métropole, il y ait pour la communauté urbaine un dialogue avec une communauté urbaine. Quand je dis « communauté urbaine », c'est soit quelque chose qui a la même force, soit quelque chose qui inspire la même prise en considération.

M. le Président.- Le même respect.

M. WACHEUX.- Le deuxième aspect touchait à l'identité - cela a été dit tout à l'heure - et, très directement pour moi, au rôle du cercle de qualité. Nous le redirons à un autre moment. Ici, incontestablement, une ambition s'est levée ; des imaginations se sont réveillées et, d'ailleurs, au service de cette imagination, il y a eu la curiosité. Tout à l'heure, le Président disait la diversité des références dont nous nous inspirons dans ce projet.

C'est une dimension et un contexte nouveaux. Pourtant, même dans ce contexte-là, des initiatives comme le Louvre-Lens ou comme BMU sont restées des événements extraordinaires et, même dans la dimension qui est désormais la nôtre, des événements hors format. Il est vrai que nous avons fait le deuil de l'époque de la mine et que nous sommes passés du « tout mine » à « sans la mine ». Nous avons essayé de gérer l'après mine. Aujourd'hui, notre préoccupation est de savoir comment notre fibre - elle est authentique, spécifique et particulière - va s'irriguer pleinement de ce XXI^e siècle.

Nous essayons d'avoir cette imagination-là. Pourtant, j'ai le sentiment que nous sommes encore un peu sous contrôle de notre histoire et que nous ne sommes pas complètement libérés de ce sol qui est caractéristique. Finalement, en décoller n'est pas si facile que cela. C'est pourquoi je disais que cela avait à voir avec le rôle du cercle de qualité. Selon moi, nous avons vraiment besoin de faire un pas de côté, celui qui permet de regarder avec un peu de distance et d'avoir des avis et des propositions décalés. Ou, si ce n'est pas de côté, c'est nous arracher vers de nouveaux nuages, des nuages que, pour le moment, nous avons ignorés, car, dans le contexte où nous étions, ils n'étaient pas facilement accessibles.

Le troisième point a été évoqué tout à l'heure juste avant le départ des membres du cercle de qualité. Il concerne la population. Comment éveille-t-on l'espoir chez les habitants à partir de projets aussi forts ? Comment renforce-t-on la crédibilité de notre démarche ? Et, si on veut parler de quelque chose qui est vécu et qui est participatif, comment fait-on rêver et imaginer la population ? J'aurais aimé que l'on me dise sur d'autres lieux, sur d'autres dossiers comme ceux-là, sur d'autres aventures comparables, comment et quand cette population s'est impliquée, sous quelle(s) forme(s), et à partir de quand elle a senti le terreau sur lequel plantaient elles-mêmes un certain nombre de choses.

M. le Président.- Ce qui m'a beaucoup intéressé, c'est l'intervention de l'homme de Bilbao. Il dit qu'il y a quatre références sur développement, renaissance et musée. Il cite : Guggenheim-New-York et Guggenheim-Bilbao - cela a marché -, Pompidou, le Louvre-Pyramide en 1993, et le Louvre-Lens. Nous sommes donc dans le processus Guggenheim. La marque Louvre comme la marque Guggenheim représentent une quasi garantie de succès. Apparemment, dans la profusion des projets qui fleurissent partout, nous avons toujours une longueur d'avance. Il ajoute que devant la profusion des projets, au sein de l'agglomération beaucoup plus grande, beaucoup plus riche, beaucoup plus développée, beaucoup plus heureuse, il y a banalisation. Pour vous, il y a éventuellement concurrence. Le fait que vous soyez relativement petit est un avantage. Le Louvre-Lens, il le considère comme Bilbao-Guggenheim : avantage de l'originalité. Peut-être que le Louvre-Nantes ne serait pas la même chose ou que le Louvre-Montpellier ne ferait que confirmer Montpellier. Là, cela fait naître le territoire lensois.

Ce que nous a dit aussi la dame c'est : « Vous êtes à l'échelle d'un territoire - ce qui fait en quelque sorte de la métropolisation un sujet nouveau - sur lequel nous n'avons pas beaucoup travaillé. Soyez un laboratoire. » C'est très intéressant, puisque l'aire urbaine centrale sous l'autorité de l'OREAM était tout de même un peu à l'origine de ce raisonnement et que, petit à petit, ce que j'appellerai le fait de s'agréger à la métropole semblait une fin en soi. C'est une inflexion qui est en train de se produire à partir de l'arrivée du Louvre, à partir du classement à BMU. Nous sommes en train de devenir dans l'aire urbaine centrale, à l'échelle d'un territoire laboratoire, une petite métropole qui peut s'affirmer, et cela est passionnant.

Comme hier, les universités ont décidé de ne faire qu'une dans le Nord - Pas de Calais. Révolution ! Une seule université ! La question de la liaison entre la formation, la présence universitaire, et le développement culturel et économique, et économique à partir du culturel, va se poser d'une nouvelle manière dans le Nord - Pas de Calais. C'est peut-être à ce moment-là aussi que nous devons saisir nos chances dans le cadre d'Euralens. Quand les universitaires ont dit hier devant moi : « Avec La Catho, les 7 universités, nous ne faisons plus qu'une université. » Révolution, c'est décidé. « Nous voulons une gouvernance de rupture, c'est-à-dire une université avec le monde économique, le monde politique, et les universitaires. » « Nous le faisons pour le grand emprunt, mais celui-ci est secondaire. Nous le faisons dans l'intérêt social du territoire. » Avouez que ce sont des moments très forts ! Je leur ai dit que, dans ce cas-là, toutes les collectivités concernées (région, département, agglomération) peuvent peut-être lancer l'emprunt de 500 M€ ou plus qui nous mettrait dans l'université du XXI^e siècle et comme un campus d'excellence nationale et internationale.

Là aussi, pour Lens et pour le territoire de Lens, la question est posée. Il y a peut-être une nouvelle donne en termes universitaires. Dialectiquement, nous sommes allés aux

universités de proximité nécessaires socialement. À partir de ces universités de proximité, nous réintégrons, en respectant notre identité, l'université régionale. Et nous pouvons demander à l'université régionale, avec le concours de la nation, peut-être en faisant nos propres efforts, une nouvelle redistribution des rôles et nouvelle ambition pour les territoires. Donc, c'est aussi très intéressant, mais cela dépend d'abord des universitaires. En tout cas, ils ont franchi le pas hier. M. SERGHERAERT a fait la déclaration officiellement devant le comité de pilotage universitaire du campus international de Lille.

D'autres réflexions ?

Le grand terril central de Fouquières ? Le Racing Club de Lens ? Non ?

M. DORE.- Je suis plein d'enthousiasme. J'ai 55 ans. Je voudrais toujours les avoir dans 20 ans quand je vois tout ce qui va être réalisé sur Lens. Malheureusement, nous aurons pris des années. J'ai retenu un mot excessivement important en dehors de la passion, du rêve : le mot consensus. Nous avons longtemps vécu - je le dis surtout sans polémique naissante - avec des alibis à se reprocher. Je pense qu'avec de l'enthousiasme, il y a des résultats. J'espère que nous allons tous faire preuve d'enthousiasme. Nos supporters crient souvent « Tous ensemble ! » Pour arriver très vite au rêve et que cela devienne une réalité, nous devons être tous ensemble et mettre de côté les divergences que tout le monde peut avoir de temps en temps. C'est vraiment une aventure fantastique. Si nous expliquons bien cela à nos jeunes et aux populations, derrière nous, il y aura des milliers de jeunes qui auront envie de rêver.

M. le Président.- M. SUBILEAU a fait venir toute l'Europe ici. Vous faites revenir M. VANCAILLE au stade, vous voulez bien ?

(Rires.)

C'est le seul moyen de jouer la Coupe d'Europe, je vous le dis !
Monsieur VANCAILLE ?

M. VANCAILLE.- De l'enthousiasme, de la folie, c'est ce qu'il faut.

M. le Président.- C'est Mme BOGAERT qui s'exprime maintenant.

Actualités Euralens

Information sur le Groupement de Commandes

Mme BOGAERT.- Je vais vous faire un peu moins rêver. Je vais parler du point d'étape des consultations dans le cadre du groupement de commandes que vous avez constitué, mais qui vont néanmoins permettre de rassembler les membres du cercle de qualité autour de toutes les missions qui vont se mettre en œuvre.

Le 26 janvier, la SEM* du groupement de commandes réunissant les quatre collectivités (communauté d'agglomération, Lens, Liévin et Loos-en-Gohelle) a désigné la fabrique de la Ville, Jean-Louis SUBILEAU et qui est peut-être mandataire de ce groupement donc accompagnant la SCET et le bureau d'étude SICAD* pour accompagner le groupement de commandes sur une durée de 3 ans renouvelables un an, d'une mission au total de 4 ans potentiellement, pour un montant de 1 195 020 € HT.

Parallèlement, nous sommes en consultation sur l'accord-cadre, Jean-Louis l'a abordé tout à l'heure très brièvement dans la présentation. En effet, les membres du cercle de qualité seront amenés à apprécier les candidatures qui sont nombreuses. Aujourd'hui, dans le cadre de cette consultation, nous avons 26 plis déposés ce qui est assez conséquent, avec un certain nombre de grands noms qui se présentent. Le timing par rapport à cela, c'est une prochaine étape début mars dans une configuration de jury pour sélectionner 4 candidatures parmi ces 26. La tâche va être ardue et difficile. Il s'agit aussi de permettre dans une étape intermédiaire, fin avril début mai, la désignation d'un groupement qui sera lui aussi amené à nous accompagner pendant quelques années sur plusieurs missions - il y a 5 missions que j'avais exposées avec Jean-Louis le 4 décembre dernier - dans le cadre des différentes prestations qui se dérouleront sur 6 années. Nous sommes partis pour un petit moment pour travailler sur tous les abords du périmètre du Louvre-Lens avec tous les aménagements qui seront à mettre en œuvre d'ici l'ouverture du Louvre 2012.

M. le Président.- Des questions ?

M. SUBILEAU.- Un mot par rapport au cercle de qualité et en relation avec ce que vient de dire Carole BOGAERT. Il serait bien que nous puissions réunir à nouveau les membres du cercle de qualité avant le choix final ou juste après du groupement d'architectes urbanistes de manière à en discuter librement avec eux. Cela voudrait dire une réunion du cercle de qualité en avril. Ce peut être aussi une réunion entre eux, car ils doivent discuter de leur mode de fonctionnement, comment ils s'organisent entre eux, pour répondre à toutes les questions que vous vous posez, car vous avez posé beaucoup de questions et cela les passionne.

Je vous propose cela si vous en êtes d'accord.

M. le Président.- Pas d'objection.

M. SUBILEAU.- Il faudrait que nous leur transmettions, car nous n'avons pas pu fixer de date avec eux.

M. DELCOURT.- Juste une précaution profitant de la présence de Mme le Sous-préfet. Vous avez dit vous-même que dans le cercle de qualité, il y avait des candidats à la consultation. Nous sommes dans une transparence totale et dans les circonstances, puisque je préside la commission, il est bien évident que je souhaite, pour lever toute ambiguïté, que ce soit après et non pas avant.

M. le Président.- Ainsi sera fait.

D'autres questions ? (*Il n'y en a pas.*)

Nous avons la chance d'écouter Mme le Préfet.

Groupe de travail développement économique

Mme PETONNET.- L'AG du 4 décembre a décidé la création du groupe développement économique. Développement économique, pour mémoire, c'est essayer d'augmenter l'attractivité du territoire, d'augmenter sa notoriété pour attirer des entreprises, attirer des gens qui vont travailler dans les entreprises, leur donner envie de vivre ici.

La première réunion du groupe de travail a eu lieu le 7 janvier. 40 participants et 23 entités étaient représentés. Cela montre l'intérêt que vous avez tous attaché à ce travail. C'est important et je vous en remercie. Je ne vais pas citer les entités qui ont participé, parce que celles qui l'ont fait le savent, et celles qui ne sont pas venues le savent aussi. Tout a été vraiment très bien couvert. Il serait peut-être bien que nous élargissions au monde privé, par exemple au RC Lens, à des grandes entreprises. En effet, pour le moment, la CDC qui participe au groupe de travail, qui est d'ailleurs très volontaire pour participer à des sous-groupes spécifiques, mais il serait bien d'avoir d'autres acteurs du monde davantage privé. Si des volontaires se manifestent, ils seront bien sûr très bien accueillis.

Il avait été aussi décidé le recrutement d'une personne chargée de mission à la Mission Bassin minier pour s'occuper de ce travail. Cela a été fait et il s'agit de Benoît BROCCQ. Il assure le « secrétariat » au sens noble de ce groupe de travail, car il fait les comptes rendus, donc c'est particulièrement important.

Le groupe a comme objectif principal de fédérer toutes les initiatives. Nous nous sommes rendu compte lors de cette première réunion que beaucoup de choses avaient été faites dans beaucoup de domaines, et que les différents acteurs trouvaient dommage de ne pas avoir une vue d'ensemble. C'est ce que fera ce groupe de travail. Il fédérera les initiatives tout en respectant la légitimité de chaque acteur. Il s'agira de bâtir progressivement ensemble les stratégies, une vision structurée, un calendrier et un plan d'action qui s'appuieront sur ce qui est déjà fait aujourd'hui et qui proposeront d'autres actions. Les deux aspects qu'il faut particulièrement prendre en compte, c'est le court terme : l'arrivée du Louvre-Lens en 2012. En 2012, nous devons être capables d'accueillir des touristes. Des groupes de travail ont déjà travaillé là-dessus. Des études de marché sont en train d'être faites pour attirer les publics étrangers. Il y a aussi le long terme, c'est-à-dire comment faire en sorte que dans 5 ans, nous ayons diminué le taux de chômage et augmenté le nombre de populations à revenu plus élevé qu'aujourd'hui. Pour cela, nous avons créé un sous-groupe d'évaluation, qui s'est aussi réuni il y a une semaine. Le compte rendu a été diffusé. Pour le moment, c'est un groupe très restreint, puisqu'il y avait la Banque de France, l'Insee, le Louvre, la Mission Bassin minier et moi-même. Nous l'élargissons au Conseil régional, à la CDC qui l'a souhaité, et à une fabrique de la Ville pour qu'elle puisse faire le joint avec le groupe de travail développement urbanistique - il est particulièrement important que les deux travaillent en bonne intelligence et en toute connaissance de cause. Ce groupe de travail visera d'abord à faire un état des lieux, à proposer les objectifs que nous nous fixons - c'est Euralens qui le déterminera. En fonction de ces objectifs, il déterminera les critères qui permettront de mesurer si oui ou non nous allons dans la bonne direction. Nous construirons tout le système de mesure et de pilotage.

L'objectif est qu'à la fin de l'année, nous puissions proposer ce système de pilotage et, qu'au milieu de l'année, nous puissions proposer un état zéro avec les grands objectifs, donc, à la validation d'Euralens.

D'autres groupes seront aussi constitués auprès des différentes thématiques.

- ✓ La communication : plusieurs personnes ont dit qu'il est important que la population s'approprie ce projet. Pourquoi ? Parce qu'une population qui est contente d'un projet sera plus accueillante pour ceux qui viendront, et qu'il est important d'être accueillant pour donner envie de revenir et donner envie de rester.

- ✓ Le tourisme : là où beaucoup d'actions devront être fédérées en un seul « plan stratégique » de tourisme.
- ✓ L'employabilité et qualification à l'information : cela tournera autour de la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF).
- ✓ L'attractivité des entreprises : c'est le plan de développement territorial que nous allons notamment travailler dans le groupe évaluation.
- ✓ L'évaluation : j'en ai parlé.
- ✓ La prospective : où voulons-nous être dans 10 ans ? Dans 20 ans ?

Évidemment, cette liste n'est pas fermée. Si vous souhaitez rajouter des thématiques, nous le ferons.

Ce groupe de travail développement économique va se réunir tous les 2 mois. Les dates sont fixées jusqu'au mois de juillet. Lors de la prochaine réunion, nous fixerons sur proposition de chacun d'entre vous les groupes de travail qui travailleront dans ces différentes thématiques. Le groupe de travail déterminera son pilote. Ensuite, chaque groupe de travail produira comme il semble devoir produire et nous vous présenterons quelque chose à Euralens à la mi-année.

M. le Président.- Merci. Des questions ? (*Il n'y en a pas.*)

Activités de l'association

Bilan activités 2009

M. CARON.- Je vais vous lire le rapport d'activité de l'année 2009. Il y a un an presque jour pour jour, le 30 janvier 2009, se tenait notre Assemblée générale constitutive d'Euralens. Les membres fondateurs de notre association se réunissaient alors en salle Richard en Mairie de Lens, lieu de notre siège social, pour jeter les fondements d'Euralens, concept que le Président Daniel PERCHERON avait esquissé en séance commune de l'assemblée régionale et du CESR le 24 septembre de l'année précédente. Le Louvre-Lens et le Bassin minier se mettaient alors au diapason de Bilbao et de Guggenheim. Nous étions alors 40 membres (collectivités locales, intercommunalités de Lens-Liévin et d'Hénin-Carvin, acteurs économiques de l'Artois et de la Région, représentants du Louvre et de l'État, Universités d'Artois, Mission Bassin minier, acteurs du tourisme et de la culture) à rêver d'un élan nouveau pour notre territoire. Aujourd'hui, 5 février 2010, 17 membres supplémentaires nous ont rejoints en tant que membres associés, ce qui porte à 57 le nombre de membres d'Euralens. Ce chiffre montre combien la dynamique d'Euralens est une réalité. Cette réalité, nous l'avons bâtie collectivement au terme de cinq assemblées générales tout au long de cette année qui vient de s'écouler, les 30 janvier, 10 avril, 3 juillet, 2 octobre et 4 décembre. Je ne sais pas si le terme « assemblées générales » est correct quand on en tient cinq par an. Petite question. C'est de la super démocratie.

M. le Président.- De la démocratie participative.

M. CARON.- Tout dépend ce que l'on met derrière les mots, Monsieur le Président.

Cette réalité, c'est aussi la mise en œuvre concrète d'Euralens par la création du groupement de commandes. Ce groupement, animé par la Ville de Lens, son coordonnateur, regroupe les villes de Liévin, Loos-en-Gohelle et la communauté d'agglomération de Lens-Liévin. Il a pour objet la conduite des études de maîtrise d'œuvre afin de préparer les travaux nécessaires à la desserte du Louvre, de l'étude urbaine d'ensemble et, enfin, de l'étude de mise en lumière du terril du 11/19, site expérimental de Loos-en-Gohelle.

Cette première marche vers une structuration plus pérenne d'Euralens vise à réaliser l'insertion urbaine du Louvre-Lens à ouverture prévue en 2012 et à donner corps à l'image globale du projet urbain sur le périmètre Euralens centralité.

C'est également au cours de cette année écoulée que l'idée proposée par Jean-Louis SUBILEAU et qui concerne la création du cercle de qualité a pu être débattue. Cette réflexion a trouvé son prolongement aujourd'hui par son installation.

C'est enfin au cours de cette première année de fonctionnement que des premières dispositions administratives ont été prises afin de structurer notre activité associative. La mise en chantier de la construction du Louvre-Lens le 4 décembre dernier est venue conforter notre ambition commune et nous rend confiants pour l'avenir.

Ces activités marquantes de l'année 2009, année de la création de l'association, ouvrent la voie à une structuration progressive en 2010 de nos activités, tant en ce qui concerne notre association, cadre politique de réflexion et de communication, qu'en ce qui concerne le volet opérationnel d'Euralens. L'installation des équipes dans les prochaines semaines au sein de cette Maison du projet du Louvre-Lens constituera également une étape supplémentaire vers le déploiement de nos pleines capacités d'action.

M. le Président.- Voilà un très beau résumé serein et, je pense, fidèle.

Pas de questions ? (*Il n'y en a pas.*)

J'ai fait le calcul à propos des 3 Md€ minimum d'investissement de Emscher Park, de Bilbao, de Liverpool et d'EuroMéditerranée. Nous, nous sommes à 150 M€, le Louvre. 110 M€, le stade Bollaert sur le site. 400M€, le tramway. Tout le monde estime qu'à 1 Md €, nous pouvons envisager le lien fixe en surface. Donc, nous sommes à 1,6 Md €, 1,7 Md €. Si nous prenons le raisonnement de notre invité de Bilbao sur Guggenheim... Guggenheim, c'était un geste architectural ; ce n'était pas une substance. Les collections à Guggenheim n'existent pratiquement pas et lorsque l'on y va, on est un peu déçu. Nous pouvons considérer les collections du Louvre comme une valeur ajoutée de 1 Md € minimum. Nous voyons qu'à partir de l'investissement public, direct ou indirect, nous sommes dans les temps. Il va maintenant falloir déclencher de l'investissement privé. C'est aussi notre travail au niveau de l'attractivité du territoire.

Bilan financier 2009

M. le Président.- M. PERRAULT est remplacé.

M. MASSET.- Si vous voulez, je peux intervenir en son nom. M. PERRAULT me demande à nouveau de l'excuser. Il a été retenu à Lille par une réunion qui s'est imposée à lui cet après-midi.

Il est bien évident que le travail que je vais vous présenter est un travail qui a été préparé avec lui. Vont être remis successivement à votre examen et à votre approbation le bilan financier pour 2009 puis le projet de budget 2010. Nous passerons ensuite au rapport du commissaire aux comptes qui est à côté de moi.

Concernant l'exercice 2009, cette année évidemment était incomplète, puisque l'installation de l'association n'a été effective qu'au 10 avril. Cet exercice porte donc sur 9 mois. 45 membres étaient normalement prévus. Nous en avons plus : 57 ont été déclarés et enregistrés au 31 décembre 2009. Toutefois, 27 seulement se sont pour le moment acquittés de leur cotisation au 31 décembre 2009. Au titre des subventions, 55 000 € ont été inscrits dans le budget 2009 ; 13 750 € ont été versés par la Région. Nous avons donc actuellement en dépenses 3 postes qui ont été identifiés : un sur le fonctionnement du cercle de qualité, un sur la communication, et un sur les frais de fonctionnement et divers. Pour l'année 2009, seul le dernier poste, c'est-à-dire les frais de fonctionnement et divers, a été mobilisé. Les dépenses enregistrées sont donc liées à l'ouverture des comptes bancaires, à la gestion des comptes et bilan de 2009, en particulier le contrat SCET, puisque c'est la SCET qui gère notre association, et à l'examen des comptes par le commissaire aux comptes, le tout pour un montant de 14 406, 92 €. De ces mouvements entre les recettes annoncées tout à l'heure et cette dépense, il en découle un excédent de 56 258 € au titre de cet exercice comptable. Il est donc proposé, si vous en êtes d'accord, de le reporter à nouveau au titre de l'exercice 2010.

M. DELCOURT.- Je n'ai pas la notoriété nécessaire pour présider. Je peux tout à fait comprendre que le Président se soit absenté pour convenance personnelle. Si vous êtes d'accord, Mme le Sous-préfet, vous pouvez vous soumettre à l'adoption du rapport de M. MASSET pour ne pas vous retarder.

M. MASSET.- Le rapport de M. PERRAULT lu par M. MASSET.

M. DELCOURT.- Merci. Nous allons avoir le rapport du commissaire aux comptes.

Projet de budget 2010

M. MASSET.- On pourrait peut-être passer tout de suite à la présentation de l'exercice 2010, puisque nous venons de parler de report de 2009. Ainsi, les chiffres resteront à l'esprit.

Il est important que les élus se prononcent sur cette option fondamentale. Il est proposé, pour 2010, de reconduire les principaux postes identifiés, en tout cas, pour les premiers mois de l'année 2010. Je ne sais pas si vous voyez ce que je veux dire. Il se passe des choses au cours de cette année et peut-être qu'en fonction des besoins, l'Assemblée générale pourra revenir sur ce que nous décidons maintenant. Au titre des recettes, cela signifie que la cotisation reste fixée à 1 000 € par membre adhérent et, au titre des subventions, nous continuerons à solliciter au même niveau la Région, le Département, la Communauté d'agglomération et les villes, ainsi que les institutions consulaires. Il nous est

donc présenté au titre des dépenses l'animation du cercle de qualité pour 30 000 €, la communication pour 12 000 €, la gestion administrative de l'association pour 30 000 €, et des frais divers de fonctionnement pour 40 000 €. Ces dépenses seraient donc équilibrées par des recettes. La cotisation des membres de l'association pour 57 000 € puisque, actuellement, nous avons 57 membres et il y en aura d'autres - nous aurons des demandes nouvelles dont nous reparlerons tout à l'heure - et des subventions pour 55 000 €. Le budget de l'association serait donc, dans cette hypothèse, équilibré pour un montant total de 112 000 €. C'est ce qui vous est proposé.

M. le Président.- La CAHC (c'est-à-dire la Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin), qui a remarquablement pris la parole lors de la première pierre, sur une promesse de financement de 2 M€ ramenés hélas à 1,5M€, participe-t-elle, même modestement, au fonctionnement d'Euralens ?

M. MASSET.- Actuellement, ils sont adhérents, c'est-à-dire qu'ils sont cotisants.

M. le Président.- Au point de vue subvention ?

M. MASSET.- Il peut être envisagé...

M. le Président.- Je le dis au formidable Maire de la CALL : il est important sur chacun de ces moyens d'unifier le financement et que les 2 communautés sur Euralens ne fassent pratiquement qu'une. Vous n'avez pas encore voté la subvention d'investissement ?

(Non.)

M. CORBISEZ a parlé à crédit le 4 décembre.

Je lui avais déjà gentiment demandé quand nous avons voté 2 M€. Après son discours, il m'avait dit « Nous allons voter 2 M€.» M. VANCAILLE, il faudrait que vous interveniez pour que le miracle ait lieu. Attention, ce n'est pas du tout une réflexion de défiance.

M. DEFRANCO.- Il aura lieu. Les propos du Président CORBISEZ étaient suffisamment affirmatifs même s'ils sont espiègles comme vous le dites, mais, néanmoins, nous nous ferons forts d'honorer cet engagement, tant le Louvre-Lens importe aussi pour notre territoire. Je rappelle, même si c'est un aparté dans ce débat budgétaire, que la porte d'entrée du Bassin minier dans la dynamique du Louvre-Lens, ce croisement des flux d'est en ouest et du nord au sud, s'opérera sur cet espace du site Sainte-Henriette. Bien évidemment, grâce à la dynamique engendrée par le Louvre, je suis persuadé que cet espace Sainte-Henriette prendra toute sa dimension en liaison avec la Région et l'État.

M. le Président.- N'oubliez pas qu'il peut y avoir une gare internationale TGV Thalys qui arrêtera un peu les Thalys. Il peut y avoir la gare à côté du départ du lien fixe vers la métropole. Et vous pourrez avoir le point d'arrivée des deux tramways, Douai et Lens-Hénin. Donc, vous avez un nœud de communications. Nous parlions tout à l'heure de ce que nous pouvions devenir en tant que laboratoire. Vous avez un pôle de communication sur votre territoire incomparable et unique en France. C'est ce qui est en train de se jouer. Je pense que ce n'est pas tout à fait impossible. Cela dépend de nos moyens, des flux internationaux, de beaucoup de choses. Mais ne croyez pas qu'il y ait un revers selon lequel des TGV seraient supprimés. C'est faux ! C'est pour cela qu'il est important que l'arrondissement de Lens soit totalement uni et qu'il souhaite discuter avec Douai. Il faut que Douai s'y intéresse aussi.

M. VANCAILLE.- Je voudrais rappeler au jeune élu de la CAHC que sur la plateforme multi modale, la communauté d'agglomération n'a jamais reculé.

M. DEFRANCO.- J'en suis bien conscient et c'est à titre-là que j'avais moi-même - nouvel élu je dirais plutôt que jeune élu si vous me le permettez, Monsieur le Président - soutenu immédiatement la position du Président de la CAHC, Jean-Pierre CORBISEZ, à venir soutenir financièrement le Louvre-Lens.

M. VENDEVILLE.- Il faut changer de verbe. Vous dites « il peut », mais c'est « il faut ». C'est différent.

M. le Président.- Dans le grand équilibre de l'aire urbaine centrale, il faut prendre un minimum de précautions oratoires.

M. MASSET.- Je crois comprendre que les comptes sont approuvés.

(Oui.)

Le budget 2010 l'est également ?

(Oui.)

Nous pouvons donc passer au rapport du commissaire aux comptes, M. Sylvain HUG.

Rapport du commissaire aux comptes

M. HUG.- Il aurait mieux valu approuver après le rapport du commissaire aux comptes mais qui ne va rien changer. Nous certifions sans réserve et sans observation les comptes de l'association.

M. le Président.- Approbation ?

(Oui.)

Délibérations

M. MASSET.- Nous avons trois délibérations indispensables.

La première est une demande d'adhésion, celle de la ville de Sains-en-Gohelle. Nous devons l'admettre et l'approuver si vous en êtes d'accord.

La seconde est de fonctionnement. Nous venons de parler de budget. Pour faciliter le fonctionnement de l'association au jour le jour et en accord avec le trésorier, nous souhaitons accorder une délégation de signature sur les comptes bancaires à la SCET, et en particulier à M. Etienne CABARET qui est à ma gauche. Cette délégation de signature est plafonnée à 500 € et chaque dépense doit faire l'objet d'un accord d'engagement préalable du trésorier. C'est cette délibération qu'il vous faut approuver.

M. le Président.- 500 €, cela nous va.

M. MASSET.- La troisième et dernière est une délibération qui permet le fonctionnement du cercle de qualité. Vous l'avez tous dans votre dossier. Vous avez dû lire l'essentiel de cette délibération. J'attire particulièrement votre attention sur trois articles : l'article 4 sur la participation aux opérations Euralens des membres du cercle de qualité, article qui, vous y avez insisté à plusieurs reprises, exclut momentanément du cercle de qualité ceux qui auraient un intérêt.

M. SUBILEAU.- Ils ne sont d'ailleurs pas venus.

M. MASSET.- Trois d'entre eux ne sont pas venus aujourd'hui, appliquant déjà cette disposition. L'article 5, qui accorde une indemnité de participation aux membres du cercle de qualité ; et l'article 6, qui leur permet d'être dédommagés des frais de déplacement, puisque certains d'entre eux viennent d'assez loin comme vous avez pu le constater. Il vous est donc demandé d'approuver ces dispositions pour que le cercle puisse fonctionner avec le budget qui est prévu pour cela.

M. VENDEVILLE.- Une chose importante. Il faudrait que le Louvre soit ouvert juste au moment de l'ouverture des Jeux Olympiques. Nous aurons environ 12 millions de personnes qui vont passer au travers de notre Région. Cela permettrait de faire une halte, à l'aller ou au retour.

M. CHAMPIRE.- Au sujet des articles 5 et 6 de l'indemnité des frais de déplacement, nous venons de voter le budget 2010 avec 30 000 € pour le cercle de qualité, avec une indemnité de 1 000 € comme il y a 24 membres du cercle de qualité qui se réunit deux à trois fois par an. Il est évident que le budget ne peut pas être réputé sincère, puisque nous prévoyons des dépenses bien supérieures à ce qui vient d'être adopté. Honnêtement, 1 000 € d'indemnités, cela me paraît beaucoup même si les membres du cercle de qualité sont de très grande qualité. Il me semble que dans la situation actuelle et dans notre Bassin minier, 1 000 € pour une présence d'une journée, c'est une somme conséquente. Il est d'ailleurs dommage que dans ce cercle de qualité il n'y ait personne du territoire. Symboliquement, à partir du moment où le Louvre-Lens se met en place, où Euralens pense à pouvoir rechercher des dynamiques nouvelles, il est dommage qu'il n'y ait pas une seule personne du territoire qui ait été jugée suffisamment compétente pour faire partie du cercle de qualité. C'est un aparté. Je comprends les choix de M. SUBILEAU, mais je tenais à l'exprimer.

Enfin, sur les frais de déplacement, l'intégralité de remboursement me paraît, par rapport à de l'argent public, une notion difficile à concevoir. Je préférerais qu'il y ait des plafonnements qui soient indiqués plutôt que d'indiquer que l'on va rembourser intégralement les frais de déplacement et d'hébergement sur simple présentation d'un justificatif.

M. le Président.- Il valait mieux qu'il parte avant.

Sur les cercles de qualité, Monsieur le Maire, je pense que si nous convoquons ce qui se fait de mieux en France, et parfois en Europe et au-delà, pour une fois ou deux par an pour venir dialoguer avec nous, il faut non pas être au top, car nous ne sommes pas du tout dans le sport business ni dans le show permanent, sinon nous ne pourrions pas. Quant au remboursement des frais effectifs, bien sûr, il y a vérification à chaque fois que ce ne sont pas des frais incompatibles avec le budget et avec la nature. Nous ne rembourserons pas 6 000 kilomètres de première classe, encore que, devant les enjeux, exceptionnellement, pour avoir quelqu'un d'exceptionnel, cela pourrait nous être demandé. Mais, nous

resterons raisonnables. Nous le sommes et nous sommes en deçà de ce qui se fait ailleurs. Il y a beaucoup plus de bénévolat qu'apparent dans la démarche des gens qui viennent à notre rencontre. Nous vérifierons et vous vérifierez à chaque fois s'il n'y a pas dérapage.

M. BAUDE.- Concernant le cercle de qualité, je rejoins la remarque de Christian sur le nombre de territoires et sur la composition. Je vous avoue humblement que je ne les connais pas tous et je suppose que ce sont tous des gens de qualité. Je trouve qu'il y a beaucoup d'architectes et qu'il manque peut-être des gens qui ont des pratiques, notamment en sociologie, dans ces domaines-là, dans le domaine plus artistique aussi.

M. le Président.- Nous entendons. Faites des propositions si vous pensez à propos de tel ou tel livre, de tel ou tel événement... Nous connaissons les uns et les autres, nous lisons. Aucun problème, et nous complétons au fur et à mesure le cercle de qualité. Je crois que M. SUBILEAU sera 100 fois d'accord.

Il cherchait à faire ce qu'il y a de mieux dans le périmètre le plus raisonnable possible.

M. SUBILEAU.- Plusieurs points ont été soulevés, Monsieur le Président. Je parle très librement. Ce n'est pas moi qui les ai choisis. J'ai suivi le Président ou le Maire. Certaines personnes ont été proposées par vous ou par d'autres, même si j'ai évidemment demandé aux gens de venir parce qu'ils me connaissent ou que nous les connaissons. Il faut les attirer. Ce n'est pas évident de venir passer une journée pour eux, car ils ont tous beaucoup de choses à faire.

De plus, sur le fait qu'il n'y ait pas assez de personnes du territoire. Ce que nous avons voulu, c'est qu'ils viennent dialoguer avec les personnes du territoire. Certains membres du territoire ne sont pas membres du cercle de qualité : certains sont présidents d'université, membres du CAUE, de la Maison de la ville et de l'architecture, historiens, etc. Donc, l'objectif est qu'ils puissent discuter avec vous. Ils ne peuvent peut pas non plus être trop nombreux dans le cercle, car l'intérêt est qu'ils puissent travailler entre eux. Nous pouvons naturellement ouvrir le cercle.

M. le Président.- Sur la question du territoire, la démarche vaut la peine d'être approfondie. Mais il ne faut pas perdre de vue son ambivalence. Nous sommes un territoire et il n'est pas facile pour nous, indirectement ou par hasard, d'associer d'autres territoires. Nous avons M. STARKMAN qui est au cœur du projet de la communauté urbaine de Lille. Il arrive celle-ci en toute bonne foi d'être autiste. Sa présence est un miracle. Nous avons assisté aux réunions. La métropole, dans le fait qu'elle ait finalement surgi il y a 20 ans, est centrée sur la métropole. On ne peut pas attendre des forces métropolitaines un dialogue tout à fait équilibré. La métropole est préoccupée par le développement de la métropole, ce qui est une bonne chose pour nous. Sur le territoire, entièrement d'accord. Nous regardons comment nous pouvons élargir à deux ou trois personnalités du territoire qui seront totalement libres d'un regard objectif sur notre aventure. Cet aspect ne doit pas être négligé. Si vous faites venir des Toulonnais ou des Dunkerquois, quelles que soient leur bonne volonté et leurs qualités, ils diront « Attention ! ». Devant les chiffres évoqués, devant la montée en puissance d'une éventuelle métropole lensoise, vous aurez des réactions contrastées. Nous prendrons cette précaution et nous en discuterons la prochaine fois. Je fais confiance à M. SUBILEAU, malicieux comme il est, pour trouver l'équilibre.

M. SUBILEAU.- Nous ne pouvons pas le dire devant eux. Il faut qu'ils aient le temps de se réunir librement. Je crois que c'est M. CARON qui l'a dit. Il faut qu'ils aient

une liberté de penser et qu'ils vous rencontrent régulièrement. Il faut qu'ils puissent s'organiser. Nous avons vu quelques personnes nouvelles ; d'autres partiront parce qu'ils seront architectes ou paysagistes et qu'on ne veut pas mêler les gens qui ne font plus partie du cercle de qualité. Donc, cela va vivre. Et ils peuvent aussi se réunir par sous-groupes. C'est à eux de voir comment ils veulent travailler et vous rencontrer.

M. le Président.- Sollicitez-les aussi.

M. SUBILEAU.- Ils ont tous compris cela. Depuis 9 heures ce matin, nous avons fait un tour assez complet et nous leur avons dit. Ils prennent connaissance du territoire et ils sont à votre disposition. Vous pouvez, les uns ou les autres, parce vous avez un projet (économique, culturel, urbaniste dans une commune, d'espace public), les solliciter par notre intermédiaire, celui de nos collègues ou ceux avec lesquels vous aurez le dialogue le plus approfondi. Ils sont aussi à votre disposition. Je crois qu'ils l'ont compris ainsi. Il est difficile de faire venir des gens et de ne pas payer leur voyage. L'indemnité est en dessous de ce qu'ils se vendent quand ils font un concours, même si cela peut paraître cher. Tous ne le demanderont pas d'ailleurs.

M. le Président.- Je prends l'exemple de Grenay. Cela n'a pas de prix. Si vous demandez à ces architectes de venir avec la SOGINORPA dans des cités à Grenay qui sont magnifiques, et d'imaginer les éco-cités du Louvre, d'imaginer comment la médecine traditionnelle de proximité peut être non seulement maintenue mais réimplantée dans une maison de santé au cœur de la cité, si la notion de cités-jardins peut être développée et réinventée, si la notion de la cité numérique pour le logement social individuel peut être apportée, vous avez là l'occasion de les faire venir. Peut-être que ce que nous rêvons leur semblera inadapté ou, par rapport à ce qu'ils ont vu ailleurs, leur semblera excessif, mais cela vaut la peine. Je prends l'exemple de Grenay, car à chaque fois, le cercle de qualité peut intervenir de manière passionnante. Nous sommes encore dans la théorisation. Je pense, Monsieur DESPREZ, que la SOGINORPA ne demande que cela.

M. DEPREZ*.- Absolument.

M. le Président.- Que son pouvoir absolu soit légèrement nuancé. D'accord Messieurs les Maires ? Avis partagé ou non ?

M. BOUCHEZ.- Partagé.

M. le Président.- Quand nous parlions de l'Emscher Park, faites-les venir, parce qu'il faut d'abord que nous allions peut-être avec eux ou seuls voir l'Emscher Park : 40 kilomètres sur 20. C'est vraiment le Bassin minier. Sur le verdissement, nous avons une leçon à prendre. Sur la manière dont un bâtiment industriel dans la mine du Zollverein devient un centre mondial de design à partir d'un musée du design improbable, c'est extraordinaire à voir. Cela est fait au moindre coût et avec une intelligence rare. Il faut que nous puissions progresser dans ce domaine-là. Ils vont nous y aider.

M. SUBILEAU.- Une chose très importante, nous sommes partis de l'idée qu'il y aurait une labellisation Euralens. Il faut l'inventer. Naturellement, ils ne vont pas décider seuls. Il faut qu'ils puissent émettre un vœu et que ce soit des personnes extérieures et réputées chacune dans leur profession qui appuient la labellisation qui sera faite par votre association.

Pour mettre en place cette labellisation, il faut des gens réputés chacun dans leur profession. Emscher Park, c'est une équipe de 30 personnes très réputées en Allemagne qui

vont travailler avec les élus, avec les associations, avec la population et qui ont mis en place l'IBA. C'était une labellisation de projet et par une fédération de projets labellisés pour leur qualité architecturale, paysagère, sociale et culturelle. Il faut mettre en place la même chose. C'est à cela que sert le cercle de qualité au-delà de cette réunion.

M. le Président.- Retenez ces chiffres dans la compétition des territoires. Entre 2006 et 2013, au titre des contrats de projet et du plan campus, l'État met 5 Md€ sur les universités parisiennes. Dans la même époque, au même titre contrat de projet et plan campus, l'État met 180 M€ chez nous. Cela signifie que d'immenses projets sont en train de naître et en Ile-de-France, ils ont pour but de concentrer la matière grise, d'attirer les fonctions supérieures. Nous devons être très attentifs à cela. Nous partons de loin mais nous ne devons pas renoncer, sinon c'est le *no man's land*. Les chiffres dans le Monde montrent que Lille, malgré Euralille, ne fait pas la course en tête. Seulement Lille, avec ses 10 % d'emplois supérieurs, n'est pas distancée. Toulouse par exemple, Nice, le sud en général est en train d'exploser. Comme en plus ils ont le soleil, soyons attentifs. On fabrique notre jeunesse. Nous sommes la région la plus jeune, la plus féconde de France, mais ils s'en vont. Où s'en vont-ils après leurs études ? Ils s'en vont vers ces pôles urbains qui se développent. Donc, c'est un formidable enjeu pour le Bassin, pour les 500 000 habitants de notre arrondissement.

M. VENDEVILLE.- Nous n'avons pas à rougir de notre architecture, car, à l'heure actuelle, quand nous voyons les anciens bureaux dans lesquels était transférée l'université d'Artois, je suis sûr et certain qu'autour de France, on n'en trouve pas une pareille. Les maisons d'ingénieur, les maisons de directeur, les hôpitaux, etc., nous aurons des choses qui seront correctes par rapport à ce que nous faisons à l'heure actuelle. Il ne faut pas rougir de notre patrimoine.

M. le Président.- Non. Plus de questions ?

M. CHAMPIRE.- Il y a un aspect sur lequel vous n'avez pas répondu concernant le budget 2010 que nous avons adopté. Les cités de Grenay sont magnifiques, vous êtes toujours le bienvenu à Grenay pour le constater de nouveau et visiter la place.

En revanche, je ne suis pas du territoire, mais je sais à quel point les gens du territoire vivent mal le fait qu'on ne les considère pas. C'est un point important. C'est pour cela que j'avais fait la remarque sur le fait qu'il faille trouver quelqu'un qui permette de représenter le territoire. Je le vis très fort dans ma commune.

Pour ce qui est de m'avoir convaincu, je m'abstiendrai sur cet aspect.

M. le Président.- Nous essaierons de vous convaincre la prochaine fois.

M. HUG.- Un mot sur le budget 2010, l'exercice 2009 se termine par un excédent de 56 000 qui peut être utilisé.

M. le Président.- Contre le budget ?

Une abstention ou deux ?

M. CHAMPIRE.- M. HAJA, maire de Rouvroy, m'a donné pouvoir.

M. le Président.- Deux abstentions. C'est un progrès, car nous pensons que M. HAJA voterait contre.

C'est approuvé et vous êtes libérés.

RESOLUTIONS

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport moral 2009 (bilan d'activité) et du bilan financier 2009 et les comptes annuels de l'Association au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et du rapport général du Commissaire aux Comptes chargé de la vérification des comptes dudit exercice.

Approuve le rapport moral 2009 et le bilan financier 2009 dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes annuels au 31 décembre 2009.

Elle donne en conséquence quitus sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour tous les actes de leur gestion relatifs à cet exercice.

Résolution adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 66 008.08 €, et décide de l'affecter :

⇒ Pour 66 008.08 € en report à nouveau

Après affectation du résultat, le solde du report à nouveau s'établira à 66 008.08 €

Résolution adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la demande d'adhésion de la Ville de Sains-en-Gohelle, conformément à l'article 7.1 des statuts, qui devient ainsi Membre associé de l'Association EURALENS.

Résolution adoptée à l'unanimité

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la délégation de signature consentie par le Trésorier de l'Association à Monsieur Etienne CABARET, Directeur d'agence de la SCET, sur le compte bancaire de l'Association EURALENS, ouvert auprès de la Caisse d'Epargne, dans le cadre du mandat d'administration générale confié à la SCET.

Cette délégation de signature est plafonnée à 500 €(cinq cents euros) et chaque dépense doit faire l'objet d'un accord d'engagement préalable du Trésorier.

Résolution adoptée à l'unanimité

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la mise en place d'un Cercle de Qualité, destiné à accompagner l'Association EURALENS dans sa volonté d'innover, d'élever le niveau des projets et de les ouvrir à tous les talents, et valide ses modalités de fonctionnement telles que définies dans le règlement annexé au présent procès-verbal.

Résolution adoptée à l'unanimité

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire valide le budget prévisionnel 2010 de l'Association, équilibré à 108 000 €.

Résolution adoptée à la majorité, avec deux abstentions

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales ou réglementaires qui pourraient être nécessaires

Résolution adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président déclare lever la séance à 17 heures 35.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé du Président.

Daniel PERCHERON
Président